



Assemblée générale

Distr. générale
29 novembre 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 133 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

Deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses de l'exercice biennal 2012-2013, compte tenu de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/67/592), que l'Assemblée générale a examiné à sa soixante-septième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice.

Pour les chapitres des dépenses, les prévisions révisées s'élèvent à 5 603,7 millions de dollars, soit une augmentation de 204,3 millions de dollars. Celle-ci s'explique essentiellement par l'effet de l'actualisation du coût des postes (qui avait été reportée), ainsi que par des dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et par des dépenses imprévues et extraordinaires survenues après la révision des crédits ouverts, et elle est en partie compensée par une diminution des prévisions relatives aux objets de dépense autres que les postes. Pour les chapitres des recettes, le montant révisé est estimé à 543 millions de dollars, soit une augmentation de 31,1 millions. L'augmentation nette au titre des chapitres des dépenses s'élève par conséquent à 173,2 millions de dollars.



I. Introduction

1. Le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 a pour objet de présenter une estimation du montant définitif que devraient atteindre les dépenses et les recettes de l'exercice. Les chiffres présentés ont été calculés, selon la méthode approuvée d'actualisation des coûts, en fonction des dépenses effectivement engagées au cours des 21 premiers mois de l'exercice, des dépenses prévues pour les trois derniers mois et de l'écart entre les taux d'inflation, les taux de change et les ajustements au coût de la vie effectifs et les hypothèses qui avaient été retenues dans le premier rapport (A/67/592), que l'Assemblée générale a examiné à sa soixante-septième session et sur la base duquel elle a révisé le montant des crédits ouverts et des recettes prévues pour l'exercice 2012-2013.

2. Dans la section X de sa résolution 67/246, l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 27 de sa résolution 66/246, dans lequel elle a décidé de reporter son examen de la question de l'actualisation des coûts liés aux postes en fonction des projections relatives à l'inflation et aux taux de change, et décidé de repousser de nouveau l'examen de cette question, y compris des projections relatives à l'inflation et aux taux de change pour 2013 et des ajustements apportés aux coûts standard utilisés au titre des traitements, des dépenses communes de personnel et des taux de vacance de postes pour l'exercice biennal 2012-2013, jusqu'au moment où elle se pencherait sur le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2012-2013, afin que les crédits ouverts au titre des postes reposent sur les dépenses effectives.

3. En conséquence, les prévisions révisées pour l'exercice biennal 2012-2013 tiennent compte du report de l'actualisation des coûts liés aux postes au titre des traitements, des dépenses communes de personnel et des taux de vacance de postes pour l'année 2012 ainsi que du report de l'actualisation de l'ensemble des coûts liés aux postes pour l'année 2013. Ainsi, les paramètres d'inflation et de taux de change appliqués aux ressources affectées aux postes dans les crédits révisés de l'année 2013 étaient restés au même niveau que pour les crédits révisés de l'exercice 2010-2011.

4. Les estimations figurant dans le présent rapport traduisent une augmentation nette de 173,2 millions de dollars par rapport aux crédits et aux prévisions de recettes révisés qui ont été approuvés par l'Assemblée générale dans les sections A, B et C de sa résolution 67/247 et dans sa résolution 67/269, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1

Estimation du montant définitif des dépenses et des recettes : 2012-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits révisés</i>	<i>Montants du présent rapport</i>	<i>Augmentation (diminution)</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	5 399 364,5	5 603 674,6	204 310,1	3,8
Recettes	511 927,9	543 037,8	31 109,9	6,1
Dépenses nettes	4 887 436,6	5 060 636,8	173 200,2	3,5

5. L'augmentation nette de 173,2 millions de dollars se décompose comme indiqué dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2

Composition du solde des augmentations et des diminutions des crédits demandés

(En millions de dollars des États-Unis)

1. Augmentations	
Fluctuations des taux de change ^a	43 757,6
Fluctuations des taux d'inflation	67 288,3
Dépenses engagées conformément aux dispositions de la résolution 66/249 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires et à la suite de décisions d'organes directeurs ^b	43 341,2
Évolution des coûts liés aux postes découlant des taux standard et des taux de vacance, et des ajustements apportés aux autres objets de dépense sur la base des besoins effectivement constatés et des besoins anticipés	49 923,0
Total partiel	204 310,1
2. Diminutions	
Augmentation des recettes	31 109,9
Total partiel	31 109,9
Augmentation nette	173 200,2

^a Y compris un gain de change de 3,5 millions de dollars obtenu grâce à des contrats de change à terme.

^b Dans l'attente de l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'utilisation au profit de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) de l'autorisation d'engagement de dépenses accordée au Secrétaire général.

6. Les états ci-joints apportent des éléments d'information complémentaires quant aux facteurs qui ont conduit à revoir les prévisions de dépenses et à réviser les hypothèses budgétaires :

a) État 1 : récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre du budget et facteur de variation (2012-2013);

b) État 2 : récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et facteur de variation (2012-2013);

c) État 3 : récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et facteur de variation (2012-2013);

d) État 4 : taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation (2012-2013);

e) État 5 : taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis (2013);

f) État 6 : coefficients d'ajustement applicables à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (2013);

g) État 7 : évolution des traitements des agents des services généraux en monnaie locale (2012-2013);

h) État 8 : taux moyen de vacance de postes, par chapitre du budget (2010-2013).

7. Le présent rapport comporte également des informations concernant l'expérience de l'achat de contrats de couverture de change à terme et les pratiques comptables qui y sont associées.

II. Chapitres des dépenses

8. Le tableau 3 présente la synthèse des modifications apportées aux prévisions figurant dans les chapitres des dépenses.

Tableau 3

Synthèse des modifications apportées aux prévisions figurant dans les chapitres des dépenses : 2012-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

Crédits révisés	Taux de change ^a	Inflation	Dépenses imprévues et extraordinaires et dépenses découlant de décisions des organes directeurs	Taux d'occupation des postes et autres modifications	Prévisions de dépenses révisées
5 399 364,5	43 757,6	67 288,3	43 341,2	49 923,0	5 603 674,3

^a Y compris un gain de change de 3,5 millions de dollars obtenu grâce à des contrats de change à terme.

A. Taux de change et inflation (augmentation : 114 541 400 dollars ou 111 045,9 dollars après prise en compte du gain de change de 3,5 millions de dollars obtenu grâce à des contrats de change à terme)

9. Comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, les paramètres d'inflation et de taux de change appliqués au calcul des ajustements à apporter aux ressources affectées aux postes pour l'année 2013 reposent sur les taux effectivement constatés en 2013, plutôt que sur les taux approuvés dans les crédits révisés pour 2010-2011. Pour 2012, les ajustements sont fondés sur les taux effectivement constatés en 2012, et non sur les taux de change et d'inflation approuvés dans les crédits révisés pour 2012-2013, qui avaient été calculés en utilisant des projections pour les deux derniers mois de 2012.

10. Pour les objets de dépense autres que les postes, les ajustements sont fondés sur les taux effectivement constatés jusqu'à la date d'établissement du présent rapport et non sur ceux approuvés dans les crédits révisés pour 2012-2013. Conformément à la méthode approuvée, les crédits révisés pour 2012-2013 ont été calculés en appliquant les taux de change du mois d'octobre 2012 pour Addis-Abeba, Beyrouth, Gaza, Nairobi et Genève et le taux de change moyen pour les

autres lieux d'affectation de façon à aboutir au montant estimatif le plus bas pour chaque lieu d'affectation.

11. Pour calculer les effets des fluctuations monétaires observées en 2013, on a retenu les taux effectivement constatés de janvier à octobre et extrapolé à novembre et décembre les taux enregistrés en octobre 2013. On trouvera dans les états 4 et 5, pour tous les lieux d'affectation, des précisions sur les taux de change prévus au budget et les taux effectifs.

12. D'après ces calculs, l'augmentation des prévisions de dépenses dans cette catégorie s'explique par les taux de change défavorables du dollar des États-Unis par rapport à un certain nombre d'autres devises (47,2 millions) ainsi que par la hausse de l'inflation (67,3 millions). Le tableau 4 montre la répartition, par lieu d'affectation, du montant total de l'augmentation résultant des variations de change et de l'inflation (114,5 millions de dollars).

Tableau 4
Modifications des prévisions de dépenses dues à l'évolution des taux de change et de l'inflation, par lieu d'affectation

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Taux de change</i>	<i>Inflation</i>	Total
New York	–	28,8	28,8
Genève	49,5	1,9	51,4
Vienne	1,3	3,0	4,3
Nairobi	(2,4)	6,2	3,8
La Haye	0,1	0,5	0,6
Bangkok	2,8	3,0	5,8
Santiago	1,6	(0,4)	1,2
Addis-Abeba	(6,1)	10,3	4,2
Autres ^a	0,4	14,0	14,4
Total^b	47,2^c	67,3	114,5

^a Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Gaza, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), Mexico, Port of Spain, services de sécurité hors Siège et centres d'information des Nations Unies.

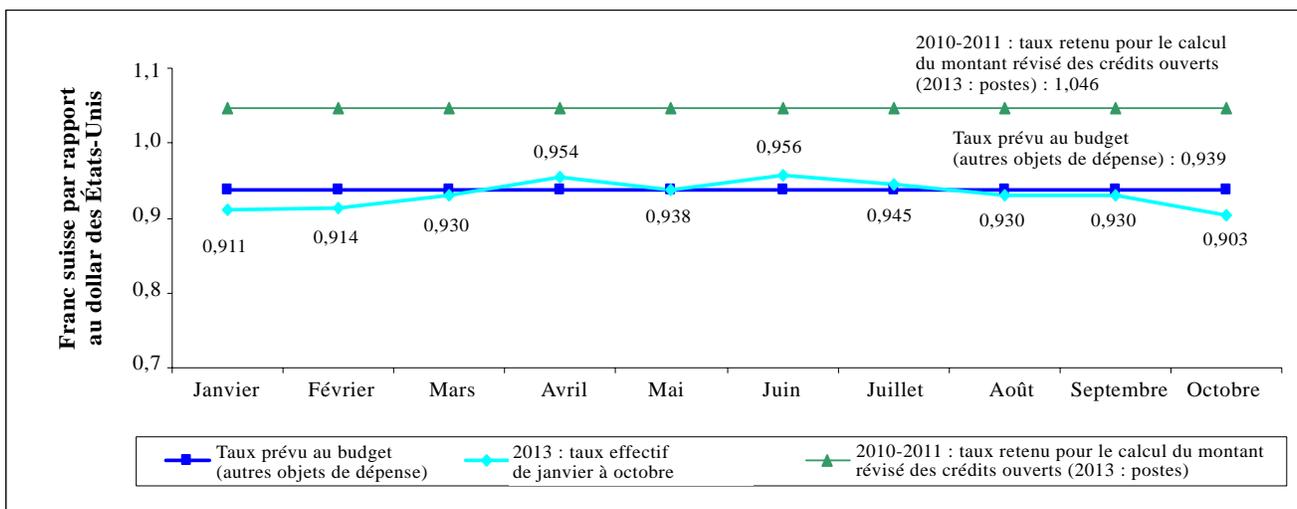
^b Montants arrondis.

^c Compte non tenu du gain de change de 3,5 millions de dollars obtenu grâce à des contrats de change à terme.

13. Pour ce qui est du franc suisse, alors qu'on avait retenu un taux de 0,939 franc suisse pour 1 dollar des États-Unis en ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes dans les crédits révisés pour 2012-2013 et un taux de 1,046 franc suisse pour 1 dollar pour les dépenses liées aux postes en 2013 dans les crédits révisés ouverts pour 2010-2011, le taux moyen calculé pour 2013, sur la base des taux effectifs jusqu'à octobre et de l'application du taux du mois d'octobre 2013 à

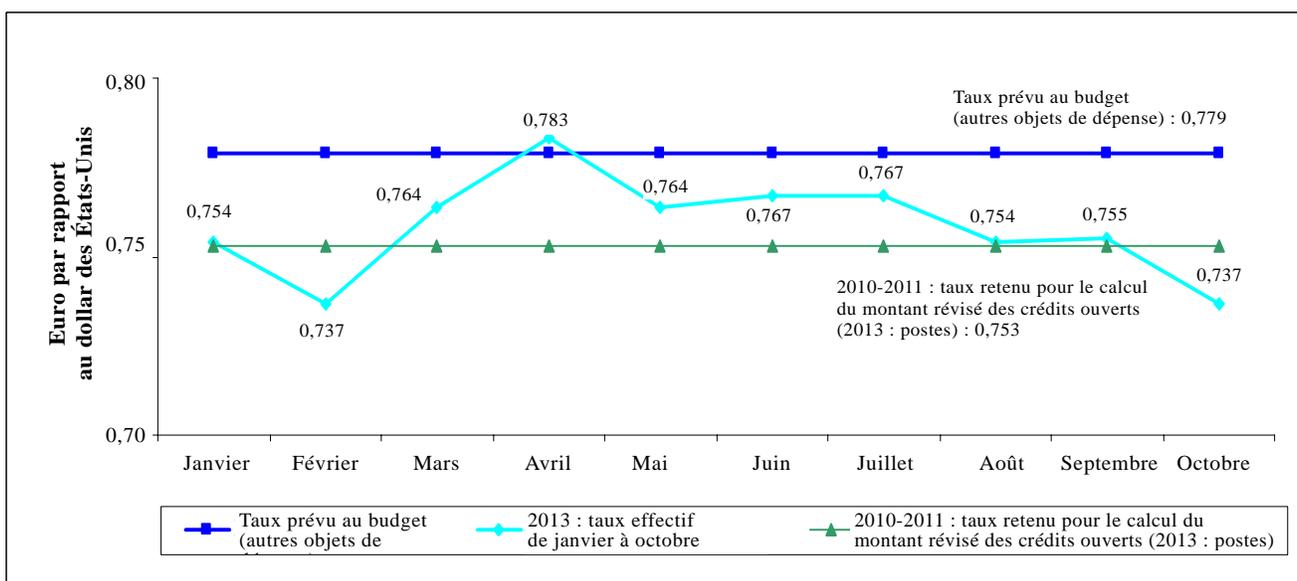
novembre et décembre, s'est établi à 0,926 franc suisse pour 1 dollar, comme le montre la figure I.

Figure I
Évolution du franc suisse par rapport au dollar des États-Unis



14. En ce qui concerne l'euro, alors qu'on avait retenu un taux de 0,779 euro pour 1 dollar des États-Unis en ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes dans les crédits révisés pour 2012-2013 et de 0,753 euro pour 1 dollar pour les dépenses liées aux postes en 2013 dans les crédits révisés pour 2010-2011, le taux moyen calculé pour 2013, sur la base des taux effectifs jusqu'à octobre et de l'application du taux du mois d'octobre 2013 à novembre et décembre, s'est établi à 0,755 euro pour 1 dollar, comme le montre la figure II.

Figure II
Évolution de l'euro par rapport au dollar des États-Unis



15. Les dépenses supplémentaires résultant de l'évolution du franc suisse et de l'euro s'élèvent à 49,5 millions et 1,4 million de dollars, respectivement. Un affaiblissement comparable du dollar par rapport au peso chilien, du baht thaïlandais et du shekel a augmenté les dépenses de 1,6 million, 2,8 millions et 2,3 millions de dollars respectivement. L'évolution du peso chilien, du baht thaïlandais et du shekel par rapport au dollar des États-Unis, fondée sur les taux effectivement constatés de janvier à octobre 2013 et extrapolés pour ce qui est de novembre et décembre, est représentée dans les figures III, IV et V.

Figure III
Évolution du peso par rapport au dollar des États-Unis

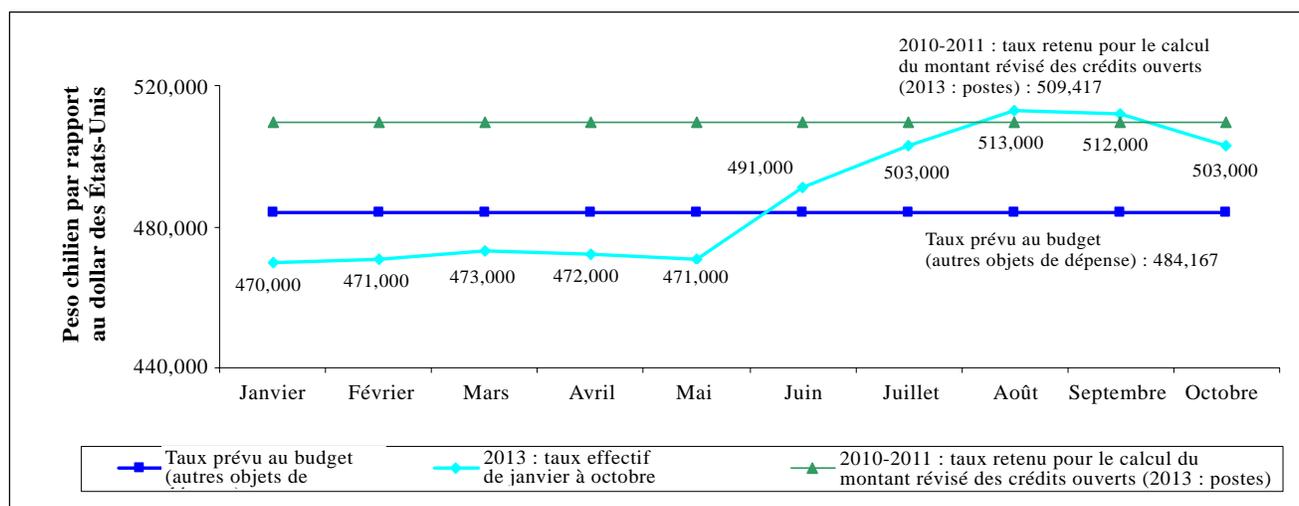


Figure IV
Évolution du baht thaïlandais par rapport au dollar des États-Unis

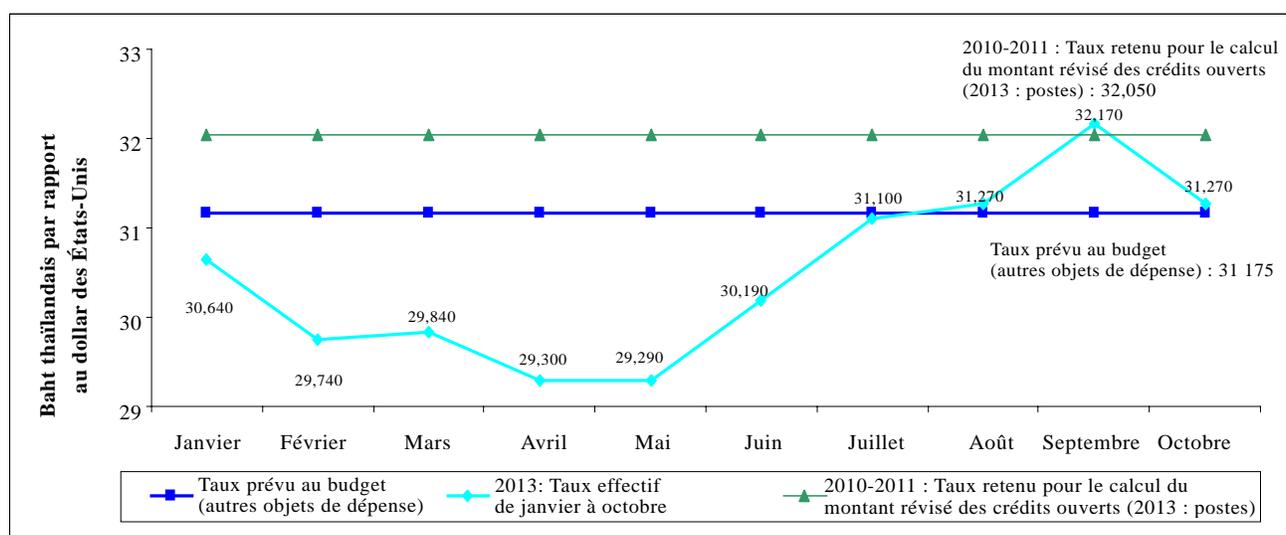
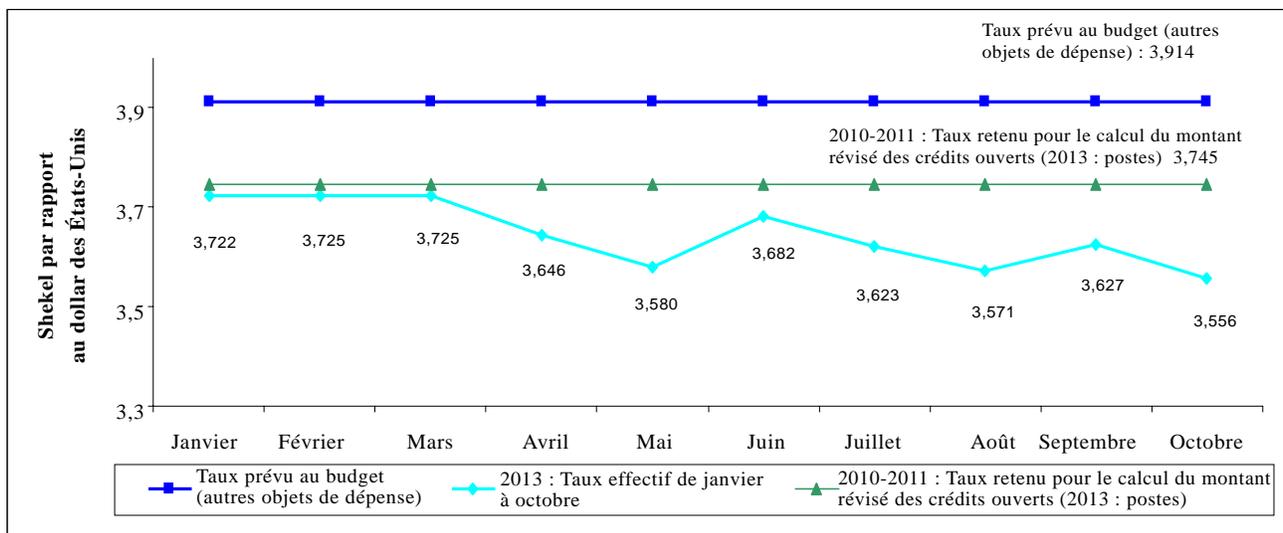


Figure V
Évolution du shekel par rapport au dollar des États-Unis



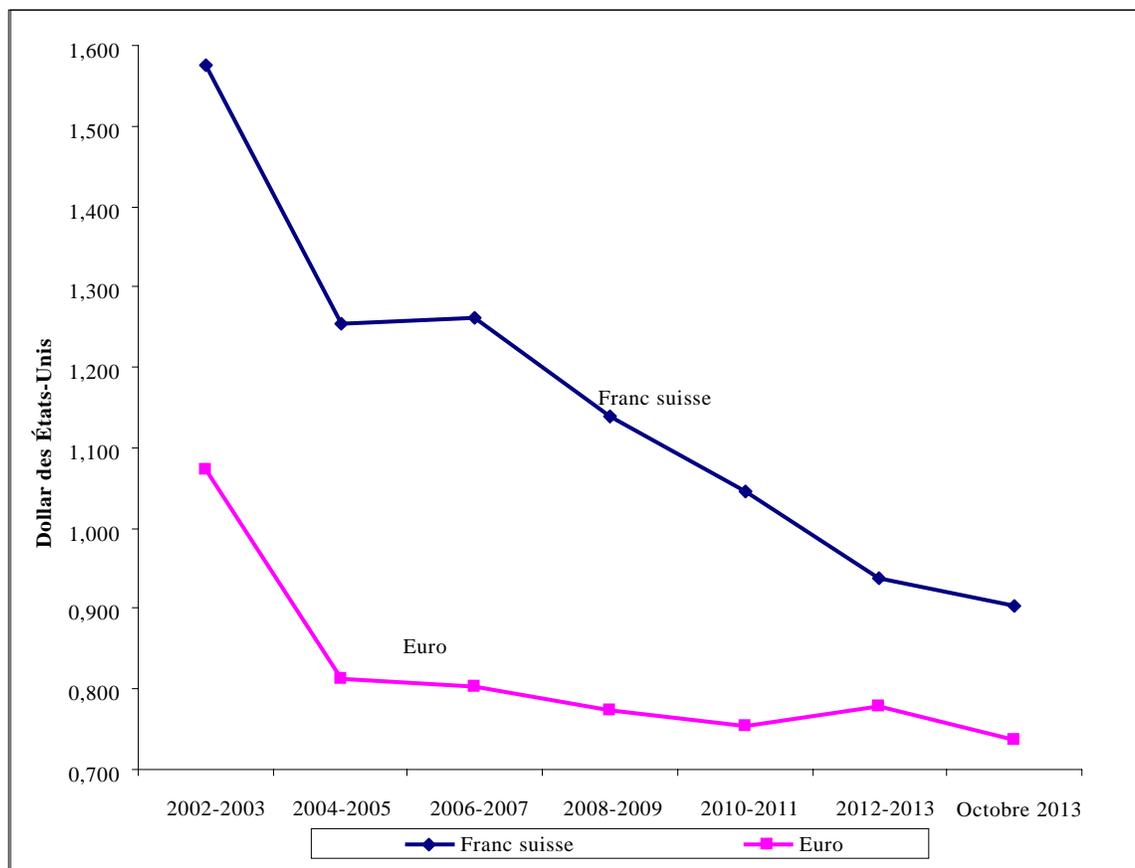
16. Au cours de la dernière décennie, l'évolution du dollar des États-Unis par rapport au franc suisse et à l'euro a entraîné pour le budget-programme des Nations Unies, qui est exprimé en dollars, approximativement 757,1 millions de dollars de dépenses supplémentaires aux taux approuvés dans les ouvertures de crédit initiales, révisées et définitives (voir tableau 5). La figure VI décrit l'évolution du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar des États-Unis au cours de la décennie 2002-2013.

Tableau 5
Actualisation cumulée des coûts dus aux fluctuations de la valeur
du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar des États-Unis

(En millions de dollars des États-Unis)

Exercice biennal	2002-2003	2004-2005	2006-2007	2008-2009	2010-2011	2012-2013	Total
Vienne (euro)	11,8	33,6	7,0	22,8	(2,3)	(3,0)	69,9
La Haye (euro)	2,3	8,2	3,5	5,4	(0,5)	(0,7)	18,2
Genève (franc suisse)	93,0	152,3	16,6	130,6	151,5	125,0	669,0
Total	107,1	194,1	27,1	158,8	148,7	121,3	757,1

Figure VI
Évolution du franc suisse et de l'euro par rapport au dollar des États-Unis
au cours de la décennie 2002-2013



17. sur les changements intervenus dans les coefficients d'ajustement effectivement appliqués à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les ajustements au coût de la vie apportés au barème des traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées. L'augmentation des dépenses due à l'inflation, estimée à 67,3 millions de dollars, tient aux ajustements apportés à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (26 millions de dollars), à la rémunération des agents des services généraux (27 millions de dollars), aux contributions du personnel (13 millions de dollars) et aux objets de dépense autres que les postes (1,3 million de dollars).

18. Les dépenses afférentes à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur ont évolué en fonction des coefficients d'ajustement adoptés par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) en 2013. Dans le cas des dépenses afférentes au personnel de la catégorie des services généraux, l'évolution est fondée sur les ajustements au coût de la vie appliqués en 2013. Comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, les ajustements pour 2013 reposent sur les taux

effectivement constatés et non sur les hypothèses retenues pour les crédits révisés pour 2010-2011.

19. L'évolution des dépenses relatives aux postes due à l'inflation à New York résulte d'ajustements à la hausse portant sur les traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (16,4 millions de dollars), les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées (7,3 millions de dollars) et les recettes provenant des contributions du personnel (6,4 millions de dollars). Les augmentations et diminutions des dépenses relatives aux postes, y compris les contributions du personnel, dues à l'inflation sont récapitulées dans le tableau 6. On trouvera plus de détails dans l'état 6, qui présente l'évolution par lieu d'affectation des coefficients d'ajustement et une comparaison entre les coefficients estimés et effectifs, ainsi que dans l'état 7, qui indique, également par lieu d'affectation, l'évolution des traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées en monnaie locale.

Tableau 6

Dépenses relatives aux postes : augmentations ou diminutions dues à l'inflation, par lieu d'affectation

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Lieux d'affectation</i>	<i>Augmentation (diminution)</i>
New York	30,1
Genève	2,4
Vienne	2,2
Nairobi	6,4
Bangkok	3,1
Santiago	(0,3)
Addis-Abeba	10,6
Autres ^a	11,5
Total	66,0

^a UNMOGIP, CESAO, Gaza/UNRWA/ONUST, Mexico, La Haye, Port of Spain, services de sécurité hors Siège et centres d'information des Nations Unies.

20. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, l'augmentation de 1,3 million de dollars provient essentiellement d'ajustements à la part des contributions aux mesures de sécurité interorganismes imputée sur le budget ordinaire. L'état 4 donne, par lieu d'affectation, le détail des taux d'inflation révisés applicables à ces objets de dépense.

B. Expérience de l'achat de contrats de change à terme et présentation comptable de ceux-ci (diminution : 3 495 500 dollars)

21. Dans la section X de sa résolution [67/246](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à compter du 1^{er} janvier 2013, à avoir recours à des contrats de change à terme pour protéger l'Organisation des Nations Unies contre les fluctuations des taux de change, en tenant compte des conclusions présentées dans le deuxième rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011 ([A/67/578](#) et [Corr.1](#)) et en maintenant les coûts de transaction au plus bas.

22. En conséquence, des contrats à terme en francs suisses ont été conclus en 2013 étant donné que les transactions libellées dans cette monnaie et les variations des cours de celle-ci avaient le plus d'incidence sur le budget, comme il ressortait de la section V du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2010-2011. Les contrats à terme libellés en francs suisses qui ont été conclus pour la période allant de mai à décembre 2013 s'élevaient à 150 millions de francs suisses, soit 22 % du montant estimatif final des dépenses relatives aux postes à Genève pour l'exercice 2012-2013. Avec le repli du dollar des États-Unis par rapport au franc suisse en 2013, l'écart positif net entre les taux de change à terme fixés par contrat et les taux de change opérationnels de l'ONU se chiffrait à 3,5 millions de dollars, montant inscrit à la rubrique des objets de dépense relatifs aux postes sous la colonne Taux de change des états 1, 2 et 3 du présent rapport et reflétant une réduction des dépenses de personnel à Genève.

C. Dépenses imprévues et extraordinaires (augmentation : 23 277 700 dollars)

23. Aux termes de la résolution [66/249](#) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général est autorisé, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter pendant l'exercice biennal 2012-2013 des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour : a) les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, à concurrence de 8 millions de dollars des États-Unis pour chacune des deux années de l'exercice biennal 2012-2013; b) les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait à des dépenses occasionnées par diverses situations à la Cour, précisées aux sous-alinéas i) à v) de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution; et c) les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires aux fins des mesures de sécurité visées au paragraphe 6 de la section XI de sa résolution [59/276](#) du 23 décembre 2004, à concurrence de 1 million de dollars au total pour l'exercice biennal 2012-2013. En vertu du paragraphe 3 de la même résolution, si le Secrétaire général, du fait d'une décision du Conseil de sécurité, doit engager au titre du maintien de la paix et de la sécurité des dépenses d'un montant supérieur à 10 millions de dollars, il lui soumettra la question ou, si elle a interrompu sa session ou n'est pas en session, convoquera une reprise de session ou une session extraordinaire pour qu'elle examine la question.

24. Conformément aux dispositions de la résolution 66/249, des engagements s'élevant à 23,3 millions de dollars ont été contractés.

25. Ces dépenses, qui concernent les chapitres 2, 3, 7, 24 et 34 du budget, sont indiquées dans le tableau 7.

Tableau 7

Dépenses imprévues et extraordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant</i>
Chapitre 2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	
Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne et Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	149,5
Total partiel	149,5
Chapitre 3. Affaires politiques	
Bureau des Nations Unies au Mali(BUNUMA) ^a	3 667,4
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) ^b	8 251,3
Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	2 153,1
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) – Mission conjointe des Nations Unies République arabe syrienne	5 073,3
Total partiel	19 155,1
Chapitre 7. Cour internationale de Justice	
Nomination d'experts	38,1
Total partiel	38,1
Chapitre 24. Droits de l'homme	
Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne et Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	3 708,3
Total partiel	3 708,3
Chapitre 34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	
Évaluation de la résistance des bâtiments de la CESAO aux effets de souffle	226,8
Total partiel	226,8
Total	23 277,8

^a L'autorisation d'engagement de dépenses pour le BUNUMA qui a été initialement examinée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et qui s'élevait à 7,9 millions de dollars a été réajustée en fonction des dépenses constatées.

^b Sous réserve de l'examen que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires doit faire de l'autorisation d'engagement de dépenses pour la MANUSOM.

D. Dépenses découlant de décisions d'organes délibérants

1. Subvention au Tribunal spécial pour la Sierra Leone

Chapitre 3. Affaires politiques (14 000 000 dollars)

26. À la section I de sa résolution 67/246 en date du 24 décembre 2012, l'Assemblée générale a noté qu'un montant maximum de 14 millions de dollars des États-Unis est demandé à titre exceptionnel aux fins du financement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone pour la période du 8 décembre 2012 au 31 décembre 2013, en complément des fonds issus des contributions volontaires et autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 14 millions de dollars pour la période du 8 décembre 2012 au 31 décembre 2013, au titre d'une subvention pour le Tribunal spécial.

27. On estime que l'intégralité du montant de 14 millions de dollars prévu au titre de la subvention sera utilisée. En conséquence, il est demandé d'approuver au titre du chapitre 3 du budget de l'exercice biennal 2012-2013 l'ouverture d'un crédit de 14 millions de dollars sur les engagements de dépenses approuvés.

2. Prévisions révisées concernant le chapitre 34 du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 : travaux de remise en état à entreprendre à la suite de l'ouragan Sandy

Chapitre 34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (6 063 400 dollars)

28. À la section IV de sa résolution 67/254 A en date du 12 avril 2013, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager au titre de l'exercice biennal 2012-2013 des dépenses d'un montant n'excédant pas 6 063 400 dollars des États-Unis aux fins des travaux d'atténuation des risques à entreprendre au Siège de l'Organisation des Nations Unies suite à l'ouragan Sandy et qui consisteraient : a) à étanchéiser les locaux du 3^e sous-sol abritant l'appareillage électrique essentiel (1 079 100 dollars); b) à réinstaller l'appareillage électrique qui se trouve actuellement dans des salles des 4^e et 5^e sous-sols (3 537 200 dollars); et c) à réinstaller les pompes à incendie automatiques (1 447 100 dollars).

29. Les dépenses effectives engagées au titre des travaux de remise en état susmentionnés au 31 octobre 2013 s'élevaient à 2 982 600 dollars (conception et construction). Le solde de 3 080 800 dollars (construction) devrait en principe être utilisé d'ici au 31 décembre 2013.

30. Compte tenu de ce qui précède, il est prévu d'utiliser le montant intégral de 6 063 400 dollars. En conséquence, le présent rapport demande que soit approuvé au titre du chapitre 34 du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien, un crédit d'un montant de 6 063 400 dollars.

E. Taux d'occupation des postes et autres facteurs (augmentation : 49,9 millions de dollars)

31. Conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, relèvent de cette rubrique : a) la différence entre les taux de vacance effectifs et le taux pris pour hypothèses

dans les prévisions initiales établies au titre de l'exercice biennal 2012-2013; b) la différence entre, d'une part, les dépenses communes de personnel et les coûts salariaux moyens effectifs et, de l'autre, les coûts standard utilisés pour les crédits révisés; et c) les ajustements apportés aux objets de dépense autres que les postes en fonction des besoins effectifs ou à prévoir avant la fin de l'exercice biennal. L'état 2 présente en détail par objet de dépense la situation des vacances de poste et divers autres facteurs de changement.

32. Au total, les changements apportés sous cette rubrique se traduisent par une augmentation nette de 49,9 millions de dollars, c'est-à-dire un accroissement de 66,8 millions de dollars des dépenses liées aux postes et de 8 millions de dollars de recettes provenant des contributions du personnel et une réduction de 24,9 millions de dollars des dépenses hors postes.

Postes

33. L'augmentation s'explique par une progression de la masse salariale (39,3 millions de dollars) et des dépenses communes de personnel (27,5 millions de dollars).

34. L'augmentation tient compte des dépenses effectives observées au cours de l'exercice biennal par rapport aux taux approuvés des coûts standard et des vacances de postes. Les taux globaux effectifs de vacance de poste, tant pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur que pour les agents des services généraux et des catégories apparentées, ont été inférieurs à ce jour aux taux approuvés. Les taux de vacance approuvés dans le budget pour les postes permanents étaient de 9,6 % pour les administrateurs et de 4,7 % pour les agents des services généraux. L'application de ces taux aux postes permanents ainsi que les taux appliqués aux nouveaux postes (50 % pour les administrateurs et 35 % pour les postes d'agent des services généraux) donnent des taux effectifs inscrits au budget de 10,2 % et 5 %, respectivement, pour ces catégories. Les taux moyens de vacance de postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur ont été respectivement de 8,2 % et 8,6 % pour 2012 et 2013, les taux correspondants pour les postes d'agent des services généraux ayant été de 5,6 % et 5,7 %. Comme le Comité consultatif l'a recommandé, l'état 8 présente également les vacances de poste de l'exercice biennal précédent ([A/63/597](#), par. 13).

35. Il s'agit le plus souvent de petits programmes qui ne disposent chacun que d'une petite dotation en personnel, c'est-à-dire que quelques postes vacants y font passer le taux de vacance au-delà des prévisions budgétaires. Si les taux globaux effectifs de vacance de poste ont été inférieurs aux prévisions budgétaires, un nombre limité de programmes présentent des taux de vacance exceptionnellement élevés. Par exemple, 4 postes d'administrateur vacants sur les 25 qui émergent au chapitre 11 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013) font passer le taux à 16 %. Dans le cas de la Commission économique pour l'Afrique, les taux de vacance de poste élevés s'expliquent par des taux élevés de renouvellement des effectifs et la vaste entreprise de restructuration qui avait été menée et qui avait abouti à la conversion et au reclassement d'un bon nombre de postes d'administrateur.

Autres dépenses de personnel

36. L'augmentation nette des autres dépenses de personnel (33,1 millions de dollars) s'explique en grande partie par l'accroissement des dépenses au chapitre 3 (Affaires politiques) (37,5 millions de dollars) et au chapitre 35 (Sûreté et sécurité) (5,9 millions de dollars) en partie compensé par une baisse des dépenses au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (10,8 millions de dollars). La situation se détaille comme suit :

a) L'augmentation de 37,5 millions de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) est liée pour l'essentiel à l'augmentation des dépenses de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI) et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dont les dépenses communes de personnel, les taux d'occupation de postes et les primes de danger ont été plus élevés que prévu. L'augmentation des dépenses prend également en compte le versement d'indemnités spéciales liées à l'évacuation du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA);

b) L'augmentation de 5,9 millions de dollars au chapitre 35 (Sûreté et sécurité) découle des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit plus élevés que prévu qui doivent être versés pendant la période de pointe du débat de haut niveau que tient l'Assemblée générale en septembre de chaque année ainsi que des heures supplémentaires qu'entraînent l'organisation du travail en équipes et la fréquence des réunions tenues à Genève et Nairobi;

c) La diminution de 10,8 millions de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) s'explique essentiellement par une réduction de l'emploi du personnel temporaire pour les réunions à Genève, grâce à la rationalisation du flot de la documentation, au respect de la limitation du nombre de pages, au regroupement des rapports, à l'amélioration de la planification et de la coordination des réunions, à la baisse du recrutement sur le plan international et à un plus grand recours à la traduction contractuelle;

d) La diminution de 0,4 million de dollars au chapitre 33 (Dépenses spéciales) tient essentiellement à la baisse du nombre de participants au plan d'assurance maladie après la cessation de service.

37. La suspension des cotisations accordée en mai 2012 et en mai 2013 par Aetna au titre de son plan d'assurance maladie a permis de réaliser des économies de 2 millions de dollars et de 2,1 millions de dollars respectivement dans les subventions d'assurance maladie après cessation de service. Le solde des réserves accumulées pour les assurances maladie et soins dentaires au 31 décembre 2012 apparaît au tableau 1 du rapport du Secrétaire général intitulé « Gestion des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service » (A/68/353) dont l'Assemblée générale est actuellement saisie pour examen.

Rémunération des non-fonctionnaires

38. L'augmentation nette de 0,4 million de dollars de la rémunération des non-fonctionnaires s'explique essentiellement par l'augmentation de 0,5 million de dollars des ressources inscrites au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble), due au versement des honoraires des juges du Tribunal d'appel des Nations Unies pour rendre des décisions sur un plus grand nombre

d'affaires que prévu, compensée en partie par la diminution de 0,2 million de dollars des dépenses prévues au chapitre 7 (Cour internationale de Justice), reflet de la tendance observée en matière de dépenses au titre de l'exercice biennal.

Consultants

39. La diminution nette des dépenses liées aux services de consultants (2,8 millions de dollars) tient essentiellement à ce qui a été moins fait appel à eux dans le cadre de programmes prévus au chapitre 3 (Affaires politiques) (3,5 millions de dollars), et du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) (0,8 million de dollars), compensée par une augmentation des dépenses au chapitre 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines) (0,8 million de dollars), et au chapitre 24 (Droits de l'homme) (0,5 million de dollars). La situation se détaille comme suit :

a) La diminution des dépenses au chapitre 3 (Affaires politiques) (3,1 millions de dollars) est principalement due au retard survenu dans le recrutement de consultants dont les services sont requis dans le cadre de missions politiques spéciales, notamment de l'appui de l'Organisation des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria, de la MANUI, du Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la République arabe syrienne, le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen et d'autres missions;

b) La diminution des dépenses au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) (0,8 million de dollars), s'explique par le fait que les compétences requises ont été assurées par le biais de réunions de groupes d'experts et d'autres moyens de collaboration avec des spécialistes de la question et par les retards survenus dans la mise en œuvre du programme de travail lié aux priorités du Forum politique de haut niveau, du Groupe de travail à composition non limitée sur le développement durable et du Comité d'experts sur le financement du développement durable;

c) L'augmentation des dépenses au chapitre 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines) (0,8 million de dollars), est liée principalement à l'engagement de consultants pour soutenir le nouveau cadre de mobilité du personnel et le lancement du nouveau module de dotation en effectifs d'Inspira dans les missions sur le terrain;

d) L'augmentation des dépenses au chapitre 24 (Droits de l'homme) (0,5 millions de dollars), résulte essentiellement d'une hausse des ressources additionnelles nécessaires à l'acquisition de compétences externes dont ne dispose pas le Secrétariat pour élaborer divers rapports et études prescrits par le Conseil des droits de l'homme et assurer la conception et l'entretien de divers sites Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ainsi que l'établissement de manuels et d'ouvrages didactiques pour des séminaires et ateliers.

Experts

40. Les crédits demandés au titre des experts marquent une nette baisse de 2,9 millions de dollars au niveau de divers chapitres du budget, principalement le chapitre 3 (Affaires politiques) (1,6 million de dollars), et du chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (0,4 million de dollars). À cet égard :

a) La diminution des dépenses au chapitre 3 (Affaires politiques) (1,6 million de dollars) est essentiellement liée à un raccourcissement de la période de travail du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et du Groupe d'experts sur le Soudan, à une réduction du nombre de déplacements des membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée et du Groupe d'experts sur la Libye;

b) La diminution au chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (0,4 million de dollars), est due à une réduction du nombre des participants et de la durée des réunions de groupes d'experts spéciaux convoquées, aux modifications apportées aux modalités et au financement du fait de la disponibilité de ressources extrabudgétaires traduisant l'intérêt des donateurs pour le renforcement des capacités nationales en vue de la protection des droits de l'homme et du respect des normes en vigueur et des pratiques de référence dans le domaine de la lutte antiterroriste.

Voyages des représentants

41. La diminution nette de 4,6 millions de dollars résulte essentiellement de dépenses moins élevées que prévu d'un montant de 3 millions de dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme), et de 0,8 million de dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales). Précisément :

a) La diminution de 3 millions au chapitre 24 (Droits de l'homme) tient principalement compte de la structure effective des dépenses liées aux voyages des représentants et des membres des organes délibérants;

b) La diminution de 0,8 million de dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) est essentiellement due à la suppression des sessions de la Commission du développement durable en 2013, conformément à la résolution [66/288](#) de l'Assemblée générale.

Frais de voyage du personnel

42. La diminution nette de 1,3 million de dollars s'explique essentiellement par des besoins moins importants que prévu d'un montant de 4,1 millions de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques), partiellement compensée par une augmentation de 1,6 million de dollars au chapitre 35 (Sûreté et sécurité), de 0,7 million de dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales), et de 0,5 million de dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme). Précisément :

a) La diminution de 4,1 millions de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) s'explique principalement par le nombre réduit de membres du personnel militaire et de conseillers militaires qui sont déployés;

b) L'augmentation de 1,6 million de dollars au chapitre 35 (Sûreté et sécurité) tient aux frais de voyage plus élevés que prévu des agents des services de sécurité à New York chargés d'assurer la garde rapprochée du Secrétaire général, du Vice-Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale;

c) L'augmentation de 0,7 million de dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) tient principalement compte du rôle primordial à jouer dans les préparatifs de la quatrième conférence des Nations Unies sur le développement durable, la troisième conférence internationale sur les petits États

insulaires en développement, l'élaboration du programme de développement de l'après-2015 et les évaluations des objectifs du Millénaire pour le développement;

d) L'augmentation de 0,5 million de dollars au chapitre 24 (Droits de l'homme) s'explique par la hausse des ressources nécessaires pour aider à assurer le service des réunions des différents comités des droits de l'homme.

Services contractuels

43. La diminution nette de 24 millions de dollars au titre des services contractuels est largement imputable à une baisse de ressources d'un montant de 22 millions de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) et de 2,2 millions de dollars au chapitre 28 (Information) englobant :

a) Une diminution des ressources à hauteur de 22 millions de dollars au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) découlant de ce qui suit : i) MANUI (18 millions de dollars), par suite de la comptabilisation des dépenses liées aux rations au titre des frais généraux de fonctionnement plutôt que des services contractuels, de taux contractuels plus réduits pour les prestataires de services à Bassorah et Kirkouk et d'une réduction des logiciels exclusifs pour services de téléphonie après la fermeture du bureau d'Amman; ii) Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) (1,4 million de dollars), réduction des dépenses prévues au titre des agents de sécurité à la suite du transfert de certains bureaux à Tripoli, Benghazi et Sabha, baisse des coûts de production de l'information et retard dans le rétablissement des structures médiatiques, ce qui écarte la diffusion de messages d'intérêt public; iii) MANUA (1 million de dollars) du fait de l'incapacité d'un fournisseur de livrer la dernière version d'un système d'imagerie satellitaire d'information géographique pour l'établissement de cartes et l'entretien du logiciel correspondant dont la sortie était prévue en 2013 et de la moindre nécessité d'acheter des logiciels en raison de la baisse de l'utilisation d'appareils électroniques;

b) Une diminution des ressources à hauteur de 2,2 millions de dollars au chapitre 28 (Information) liée principalement à ce qui suit : i) réduction des coûts de production de l'information en raison des accords de partage des coûts conclus avec d'autres organismes des Nations Unies et de la poursuite des travaux de construction prévus au titre du plan-cadre d'équipement qui a eu pour effet de réduire le nombre de manifestations spéciales et l'accès du public au Siège (1 million de dollars); ii) retards dans la passation de marchés concernant plusieurs projets technologiques de grande envergure pour la bibliothèque Dag Hammarskjöld, entraînant des baisses de coûts contractuels liés à des travaux de génie (0,7 million de dollars); iii) réduction des services spécialisés due à l'achat d'abonnements électroniques en dehors du Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques et par la suite mis sur le compte d'ouvrages et de fournitures de bibliothèque et d'autres facteurs associés à la prestation de services de diffusion mondiale en continu (0,3 million de dollars); et iv) réduction de la traduction contractuelle avec pour résultat l'exécution de certaines traductions par des fonctionnaires (0,1 million de dollars).

Frais généraux de fonctionnement

44. La diminution nette de 1,4 million de dollars au titre des frais généraux de fonctionnement s'explique largement par la baisse des dépenses au chapitre 29D

(Bureau des services centraux d'appui) (2,9 millions de dollars), chapitre 35 (Sûreté et sécurité) (1,2 million de dollars) et chapitre 12 (Commerce et développement) (1 million de dollars), compensée par une augmentation au chapitre 3 (Affaires politiques) (1,5 million de dollars). La situation se détaille comme suit :

a) Diminution des ressources au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) (2,9 millions de dollars) en raison de facteurs tels que la renégociation des contrats de services collectifs et de services se traduisant par des termes plus favorables pour l'Organisation, une baisse de la consommation du fait du meilleur rendement engendré par la rénovation du bâtiment du Secrétariat et une réduction temporaire des services à cause de l'ouragan Sandy;

b) Diminution des ressources au chapitre 35 (Sûreté et sécurité) (1,2 million de dollars) principalement liée à des coûts de communication à New York moins élevés que prévu;

c) Diminution des ressources au chapitre 12 (Commerce et développement) (1 million de dollars) largement en raison de la baisse des tarifs applicables aux communications internationales et à la téléphonie mobile, de la réduction ou de la stabilisation prévues de la transmission de données vocales et autres, de la diminution du nombre de lignes fixes et de lignes de télécopie, de l'autorisation réglementée de l'accès aux lignes téléphoniques internationales et des appareils Blackberry et de la réduction des services du courrier et de la valise diplomatique en raison d'un recours plus large au courrier électronique et au Web pour la diffusion électronique des publications;

d) Augmentation de ressources au chapitre 3 (Affaires politiques) (3,5 millions de dollars), en raison d'un certain nombre d'ajustements apportés aux missions politiques spéciales, y compris pour la MANUI, la comptabilisation des rations au titre des frais généraux de fonctionnement plutôt que des services contractuels, ainsi que du carburant au titre des frais généraux de fonctionnement plutôt que des fournitures et matériaux.

Dépenses de représentation

45. La diminution nette de 0,2 million de dollars résulte en grande partie de dépenses moins importantes que prévu au titre des missions politiques spéciales, au chapitre 3 (Affaires politiques) et au chapitre premier (Politique, direction et coordination d'ensemble) en raison de la tenue d'un nombre moins élevé de réceptions officielles.

Fournitures et accessoires

46. La diminution nette de 21,3 millions de dollars, qui provient pour 17,5 millions de dollars du chapitre 3 (Affaires politiques) et pour 0,8 million de dollars du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), s'explique comme suit :

a) La sous-utilisation de crédits de 17,5 millions de dollars au titre des missions politiques spéciales, au chapitre 3 (Affaires politiques), concerne principalement : i) la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) (9,5 millions de dollars), en raison de dépenses plus faibles que prévu au titre des fournitures médicales du fait d'un inventaire jugé suffisant pour répondre aux besoins de la Mission, et au titre des articles nécessaires à l'entretien des

bureaux à Kaboul du fait d'une sous-traitance avantageuse et de supports de formation moins nombreux; et ii) la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) (6,1 millions de dollars), en raison de l'enregistrement des achats de carburant à la rubrique Frais généraux de fonctionnement au lieu de Fournitures et accessoires;

b) La sous-utilisation de crédits de 0,8 million de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) s'explique par les retombées des investissements technologiques, et en particulier le passage à des services d'impression à la demande entièrement numériques, et d'efforts concertés en vue de réduire le volume de rapports produits sur support papier, d'où une baisse des dépenses connexes, entre autres relatives aux fournitures pour imprimantes et ordinateurs et papier.

Mobilier et matériel

47. L'augmentation nette de 0,9 million de dollars, résultant principalement de dépassements de crédits de 1,1 million de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 1 million de dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui), partiellement compensés par une sous-utilisation de crédits de 1,2 million de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques), s'explique comme suit :

a) Le dépassement de crédits de 1,1 million de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) tient principalement à la mise en service de l'infrastructure du grand projet informatique de gestion intégrée à l'échelle mondiale, dont des serveurs, et à des investissements dans du matériel propre à assurer la continuité des opérations au lendemain de la tempête Sandy;

b) Le dépassement de crédits de 1 million de dollars au chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui) résulte principalement : i) de l'installation d'un système de télévision utilisant le protocole Internet, dans le cadre de la mise en service du centre audiovisuel permanent et du système de gestion des contenus numériques (0,7 million de dollars), qui n'avait pas été financée dans le cadre du plan-cadre d'équipement, et de frais connexes au titre du Service de la gestion des installations; ii) de l'achat d'un logiciel de gestion des installations dont le financement n'avait été que partiellement prévu au titre du Service de la gestion des installations (0,3 million de dollars);

c) La sous-utilisation de crédits de 1,2 million de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) provient principalement de la MANUI : achats de matériel médical moins importants que prévu, prolongement de la durée de vie du matériel de bureautique, achats d'ambulances blindées revus à la baisse et à un recours moins fréquent aux fusées éclairantes pour les hélicoptères et avions du fait de l'amélioration des conditions de sécurité.

Aménagement de locaux

48. L'augmentation nette de 2,5 millions de dollars, résultant en grande partie de dépassements de crédits de 4,8 millions de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et de 0,6 million de dollars au chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix),

partiellement compensés par une sous-utilisation de crédits de 1,6 million de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) et de 1,3 million de dollars au chapitre 34 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), s'explique comme suit :

a) Le dépassement de crédits de 4,8 millions de dollars au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) correspond aux montants investis dans du matériel technique pour équiper les salles de conférence du bâtiment de l'Assemblée générale et du bâtiment des conférences nouvellement rénovés, afin que le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences soit pleinement en mesure de fournir des prestations de qualité aux États Membres, et que les délibérations intergouvernementales se tiennent dans un environnement plus propice;

b) Le dépassement de crédits de 0,6 million de dollars au chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) résulte en grande partie de la nécessité de remettre en état le quartier général de l'ONUST conformément aux normes de sûreté et de sécurité en vigueur;

c) La sous-utilisation de crédits de 1,6 million de dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) découle de l'utilisation de locaux conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle, ce qui a permis de revoir à la baisse les dépenses prévues au titre des transformations et améliorations du Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, d'un recouvrement des coûts plus important que prévu au titre de l'hébergement provisoire fourni au personnel en déplacement à la MANUA, ainsi que de travaux de construction pour la MANUI moins coûteux que prévu;

d) La sous-utilisation de crédits de 1,3 million de dollars au chapitre 34 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) résulte principalement d'une réduction des besoins en matériel audiovisuel due à l'aménagement des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève, dont le coût a été imputé à la rubrique Mobilier et matériel, ainsi que d'économies réalisées sur les dépenses d'entretien prévues pour les installations de la deuxième phase du projet Contrôle de l'accès aux locaux de l'Office des Nations Unies à Nairobi.

Subventions et contributions

49. La diminution nette de 3,4 millions de dollars résulte principalement d'une sous-utilisation de crédits de 3,9 millions de dollars au chapitre 23 (Programme ordinaire de coopération technique), en raison de retards dans le recrutement de conseillers régionaux et interrégionaux à des emplois de temporaire. Depuis l'exercice biennal 2010-2011, le recrutement de conseillers régionaux et interrégionaux dans le cadre de l'exécution des projets suit une procédure semblable à celle utilisée pour les postes permanents. En outre, la durée de chaque contrat ne peut désormais excéder cinq ans. Lorsque les services fournis par ces conseillers restent pertinents, un nouvel avis de vacance est publié en vue de recruter le candidat le plus qualifié à un emploi relevant de la catégorie du personnel temporaire (autre que pour les réunions). Par ailleurs, les partenaires d'exécution recevant des fonds au titre du budget ordinaire ont eu recours à des services consultatifs par d'autres voies, en faisant appel aux compétences de spécialistes recrutés aux niveaux national et régional et en s'appuyant davantage sur leur

personnel permanent pour mener des missions consultatives et organiser des ateliers de formation avec l'aide d'experts et de consultants nationaux engagés dans le cadre de contrats à court terme.

Dépenses diverses

50. L'augmentation nette de 8 millions de dollars résulte principalement d'une hausse des prévisions de dépenses au titre des contributions du personnel, sur la base des dépenses effectivement engagées au cours de la période et compte tenu de l'actualisation différée des coûts relatifs aux postes, comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus.

Montant global des ressources budgétaires nécessaires pour les activités cofinancées et les mesures de sécurité interorganisations

51. Depuis l'exercice biennal 1998-1999, les coûts des activités cofinancées par l'Organisation des Nations Unies et d'autres entités sont systématiquement budgétisés en chiffres nets. Dans le présent rapport, les montants nets des ressources nécessaires (part supportée par l'ONU) à l'exécution des activités se rapportant au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), au chapitre 32 (Activités administratives financées en commun) et au chapitre 35 (Sûreté et sécurité) sont donc inclus dans le montant global définitif des ressources du budget-programme pour l'exercice 2012-2013 et figurent dans les états 1 à 3 ci-après aux fins de l'ouverture des crédits.

52. Le montant global définitif des ressources nécessaires à l'exécution de ces activités se répartit comme suit : Commission de la fonction publique internationale (17,1 millions de dollars); Corps commun d'inspection (16,4 millions de dollars); secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies pour la coordination (5,3 millions de dollars); projet de mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (1 million de dollars); Service de la gestion des conférences à Vienne (59,6 millions de dollars); Services de sûreté et de sécurité (256,4 millions de dollars, dont 30,1 millions au titre de l'Office des Nations Unies à Vienne); système de gestion de la sécurité sur le terrain (217,9 millions de dollars); et coût de la police d'assurance contre les actes de malveillance (8,4 millions de dollars).

Dépenses relatives à l'établissement du rapport mondial sur le développement durable et de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

53. Au paragraphe 49 de son rapport sur les prévisions révisées du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013 comme suite aux décisions figurant dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons » (A/67/641), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le Secrétaire général soit prié d'inclure dans son prochain rapport : a) des renseignements sur l'ensemble des dépenses à prévoir à l'échelle du Secrétariat pour produire le rapport mondial sur le développement durable; b) une description détaillée des dépenses ponctuelles engagées pour la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable; et c) des renseignements détaillés sur l'achat de matériel de bureau. Les ressources mobilisées pour élaborer le rapport mondial sur le

développement durable comprennent à la fois le personnel et les ressources autres que celles affectées à des postes, ces dernières devant permettre de recourir aux services de consultants et d'organiser des réunions de groupes d'experts à l'appui de l'élaboration du rapport. Au moment de la rédaction du présent rapport, les ressources engagées à cet effet s'élevaient à 270 549 dollars. D'autres dépenses, d'un montant estimé à 145 000 dollars, étaient prévues jusqu'à la fin de l'exercice, le rapport définitif devant être publié en décembre 2013. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence, les dépenses ponctuelles ont été couvertes à la fois par des ressources provenant du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires. S'il n'est pas possible de quantifier exactement les dépenses relatives au temps de travail financé par le budget ordinaire, au moment de la rédaction du présent rapport, le montant total provisoire des dépenses autres que celles relatives aux postes subies par les services techniques du secrétariat de la Conférence (Division du développement durable) s'élevait à 7 753 884 dollars (244 214 dollars au titre du budget ordinaire et 7 509 670 dollars au titre des ressources extrabudgétaires). Le montant final sera établi à la clôture des comptes de l'exercice. En ce qui concerne le matériel de bureautique, bien qu'aucun achat n'ait été effectué en rapport avec la Conférence durant l'exercice 2012-2013, des crédits ont été ouverts pour cet objet de dépense dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2014-2015, en prévision du moment où la majorité des emplois de temporaire devraient être pourvus.

F. Engagements non réglés

54. À la fin d'octobre 2013, le montant des engagements non réglés s'élevait à 199,5 millions de dollars.

III. Chapitres des recettes

55. Le montant total de l'augmentation au titre des recettes, qui s'établit à 31,1 millions de dollars, est décomposé par chapitre dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8
Récapitulatif des modifications apportées aux prévisions figurant dans les chapitres des recettes
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre des recettes</i>	<i>Prévisions de recettes approuvées^a</i>	<i>Augmentation/diminution</i>	<i>Prévisions de recettes révisées</i>
1. Recettes provenant des contributions du personnel	477 606,7	25 915,5	503 522,2
2. Recettes générales	36 780,5	5 250,5	42 031,0
3. Services destinés au public	(2 459,3)	(56,1)	(2 515,4)
Total	511 927,9	31 109,9	543 037,8

^a Résolutions 67/247 A et C et 67/269 de l'Assemblée générale.

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel

56. Comme indiqué au paragraphe 3 du présent rapport, l'augmentation de 25,9 millions de dollars correspond à l'augmentation du montant des décaissements effectués au titre des contributions du personnel au chapitre correspondant des dépenses et à la réduction des recettes provenant des contributions du personnel par rapport aux dépenses inscrites au chapitre 3 des recettes.

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales

57. L'augmentation de 5 250 500 dollars au titre du chapitre 2 des recettes se décompose comme suit : a) 2 600 400 dollars au titre du remboursement des dépenses afférentes à l'exercice précédent, compte tenu des recettes effectivement perçues et des prévisions connexes établies pour le reste de l'exercice biennal au titre des engagements non réglés et des autres remboursements concernant principalement le Siège, Genève et Beyrouth; b) 982 600 dollars au titre des intérêts bancaires perçus sur des placements dont le rendement a été meilleur que prévu et à certaines opérations boursières qui ont augmenté le montant des intérêts; c) 849 000 dollars au titre de remboursements pour des services fournis aux institutions spécialisées et autres organismes, principalement par l'Office des Nations Unies à Genève et la Commission économique pour l'Afrique; d) 48 800 dollars au titre de la vente de matériel usagé; et e) 982 600 dollars au titre de recettes diverses, constituées principalement des indemnités versées par les compagnies d'assurance en réparation des dommages matériels subis par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes lors du séisme survenu à Santiago du Chili le 27 février 2010. Ces facteurs d'augmentation ont été en partie compensés par la diminution des recettes provenant des revenus locatifs (202 700 dollars) au Siège et à Addis-Abeba (déduction faite des revenus locatifs supplémentaires de l'Office des Nations Unies à Nairobi qui correspondent aux économies réalisées grâce au financement de travaux de construction par les revenus locatifs de l'exercice 2010-2011); des services de diffusion télévisuelle et apparentés (9 000 dollars); et des contributions des États non membres et des nouveaux États Membres (1 200 dollars).

Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public

58. La diminution nette de 56 100 dollars résulte d'une diminution nette du montant total des recettes (5 185 100 dollars) et d'une diminution nette du montant total des dépenses (5 129 000 dollars).

59. Les recettes ont diminué dans les domaines suivants : a) la vente des publications de l'Organisation des Nations Unies au Siège en raison de retards dans la livraison de la eCollection des Nations Unies, un service d'abonnement numérique destiné aux bibliothèques et marchés publics (2 327 300 dollars); b) les services postaux, du fait principalement des conséquences durables du plan-cadre d'équipement sur les ventes philatéliques au Siège (2 223 800 dollars); c) les services fournis aux visiteurs au Siège en raison de l'incidence durable du plan-cadre d'équipement (1 142 000 dollars); et d) l'exploitation des garages au Siège, en raison d'une capacité de stationnement réduite du fait de la poursuite des travaux concernant le plan-cadre d'équipement (69 000 dollars). Ces diminutions sont en partie compensées par des recettes plus élevées que prévu provenant des activités suivantes : a) services commerciaux divers, en raison d'une utilisation accrue du

centre de conférences de la Commission économique pour l'Afrique (220 900 dollars); b) vente d'articles pour cadeaux (218 800 dollars); et c) services fournis par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en raison de tarifs d'abonnement aux outils statistiques plus élevés, notamment la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises et les bases de données statistiques industrielles (137 400 dollars).

60. Les dépenses ont diminué en chiffres nets dans les domaines suivants : a) les services postaux, en raison de la poursuite de la rationalisation des opérations et de l'application de mesures d'économie ayant donné des résultats (principalement en matière de dépenses de personnel et de services contractuels) à la fois au Siège et à Vienne (2 237 100 dollars); b) la vente des publications de l'Organisation des Nations Unies, en raison de la rationalisation des programmes promotionnels du Siège, d'une réorganisation et d'une simplification du fonctionnement qui a permis de réduire considérablement les dépenses s'y rapportant (dont les frais de fret) et de baisser le coût de revient des produits vendus (3 220 500 dollars); c) les services fournis par le Département des affaires économiques et sociales, en raison de retards dans le recrutement du personnel (277 900 dollars); et d) les services fournis aux visiteurs (248 000 dollars), ce qui traduit les efforts faits pour limiter les dépenses compte tenu de la réduction des recettes induite par le plan-cadre d'équipement au Siège. Ces facteurs de diminution ont été en partie compensés par des dépenses plus élevées que prévu au titre : a) des services de restauration au Siège (647 900 dollars); et b) des dépenses d'appui aux programmes se rapportant à la tenue des comptes du fait de dépenses de personnel plus élevées que prévu (251 100 dollars).

IV. Indemnités versées à la suite de jugements rendus par les tribunaux administratifs des Nations Unies

61. Comme le prévoit la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, les dépenses occasionnées par l'indemnisation de fonctionnaires à la suite de jugements rendus par le Tribunal d'appel des Nations Unies et le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et de décisions prises par le Groupe de contrôle hiérarchique du Département de la gestion du Secrétariat (d'un montant de 1,3 million de dollars) sont comprises dans le montant définitif des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2012-2013.

V. Mesure que l'Assemblée générale est invitée à prendre

62. **L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport et à approuver les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice biennal 2012-2013, soit 5 603 674 600 dollars, comme indiqué au tableau 3 ci-dessus, ainsi que les prévisions de recettes correspondantes, soit 543 037 800 dollars, comme indiqué au tableau 8 ci-dessus.**

État 1

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par chapitre budgétaire et par facteur de variation : 2012-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs pour 2012-2013 Total (montant proposé)	Écart (en pourcentage)
	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Crédits définitifs pour 2012-2013 Total		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	108 571,7	423,3	1 090,3	–	2 064,5	3 578,1	112 149,8	3,3
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	636 390,8	11 735,4	7 261,4	149,5	11 095,4	30 241,7	666 632,5	4,8
3. Affaires politiques	1 325 788,70	217,7	2 369,50	33 155,10	(10 608,90)	25 133,40	1 350 922,10	1,9
4. Désarmement	23 001,8	160,3	377,9	–	1 903,7	2 441,9	25 443,7	10,6
5. Opérations de maintien de la paix	110 653,2	(367,8)	2 874,4	–	(2 857,5)	(350,9)	110 302,3	(0,3)
6. Utilisations pacifiques de l'espace	7 981,9	9,6	153,6	–	432,7	595,9	8 577,8	7,5
7. Cour internationale de Justice	47 567,7	136,4	498,1	38,1	1 643,1	2 315,7	49 883,4	4,9
8. Affaires juridiques	45 861,0	5,3	860,7	–	874,7	1 740,7	47 601,7	3,8
9. Affaires économiques et sociales	154 404,1	–	2960,3	–	1 364,4	4 324,7	158 728,8	2,8
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	7 348,6	–	131,1	–	84,3	215,4	7 564,0	2,9
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	12 746,6	(80,9)	290,5	–	(935,4)	(725,8)	12 020,8	(5,7)
12. Commerce et développement	142 956,3	7 484,4	(202,0)	–	(2 352,2)	4 930,2	147 886,5	3,4
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	40 141,8	330,3	(43,5)	–	(693,2)	(406,4)	39 735,4	-
14. Environnement	14 337,2	(199,2)	452,0	–	738,5	991,3	15 328,5	6,9
15. Établissements humains	21 345,6	(414,7)	674,1	–	464,2	723,6	22 069,2	3,4

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs pour 2012-2013 Total (montant proposé)	Écart (en pourcentage)
	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs			
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	40 797,5	42,0	785,3	–	3 667,6	4 494,9	45 292,4	11,0
17. ONU-Femmes	14 676,7	–	298,6	–	333,3	631,9	15 308,6	4,3
18. Développement économique et social en Afrique	143 497,3	(5192,5)	7678,7	–	(7 089,6)	(4 603,4)	138 893,9	(3,2)
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	103 187,7	2 165,6	1829,7	–	(222,6)	3 772,7	106 960,4	3,7
20. Développement économique en Europe	68 606,3	3579,6	109,3	–	3158,8	6 847,7	75 454,0	10,0
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	115 226,3	1267,9	86,8	–	6 635,0	7 989,7	12 3216,0	6,9
22. Développement économique et social en Asie occidentale	66 449,1	(215,2)	3 021,1	–	2 084,5	4 890,4	71 339,5	7,4
23. Programme ordinaire de coopération technique	57 676,0	29,3	(44,9)	–	(3 952,0)	(3 967,6)	53 708,4	(6,9)
24. Droits de l'homme	167 324,5	6 419,0	(212,5)	3 708,3	(900,1)	9 014,7	176 339,2	5,4
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	92 377,9	824,5	(17,2)	–	114,8	922,1	93 300,0	1,0
26. Réfugiés de Palestine	48 930,5	862,0	1 090,1	–	3 203,6	5 155,7	54 086,2	10,5
27. Aide humanitaire	29 969,5	496,0	288,7	–	202,9	987,6	30 957,1	3,3
28. Information	182 160,4	406,5	3 511,9	–	5 752,3	9 670,7	191 831,1	5,3
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	15 088,0	–	315,4	–	1 099,1	1414,5	16 502,5	9,4
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	36 770,6	–	761,2	–	1 534,3	2 295,5	39 066,1	6,2
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	74 611,4	-	836,3	–	3 075,3	3 911,6	78 523,0	5,2

Chapitre	Modifications prévues							
	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs pour 2012-2013 (montant proposé)	Écart (en pourcentage)
29D. Bureau des services centraux d'appui	181 255,2	-	856,8	-	1 621,3	2 478,1	183 733,3	1,4
29E. Administration (Genève)	153 603,2	5 827,2	590,9	-	6 516,1	12 934,2	166 537,4	8,4
29F. Administration (Vienne)	39 274,0	301,1	622,6	-	(3,9)	919,8	40 193,8	2,3
29G. Administration (Nairobi)	32 052,5	(513,0)	1 364,6	-	(48,3)	803,3	32 855,8	2,5
29H. Bureau des technologies de l'information et des communications	75 800,2	-	644,1	-	(13 46,9)	(702,8)	75 097,4	(0,9)
31. Contrôle interne	38 877,3	147,4	700,5	-	(10 58,5)	(210,6)	38 666,7	(0,5)
32. Activités administratives financées en commun	10 897,5	242,9	87,2	-	270,0	600,1	11 497,6	5,5
33. Dépenses spéciales	120 441,3	183,9	(271,8)	-	(349,0)	(436,9)	120 004,4	(0,4)
34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	65 051,6	180,9	(173,7)	6 290,2	(469,2)	5 828,2	70 879,8	9,0
35. Sûreté et sécurité	223 123,3	1 880,4	9 846,3	-	14 897,8	26 624,5	249 747,8	11,9
36. Compte pour le développement	29 243,2	-	-	-	-	-	29 243,2	-
37. Contributions du personnel	473 298,5	5382,0	12 933,9	-	7 978,1	26 294,0	499 592,5	5,6
Total (brut)	5 399 364,5	43 757,6	67 288,3	43 341,2	49 923,0	204 310,1	5 603 674,6	3,8

État 2

Récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense et par facteur de variation : 2012-2013

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Modifications prévues							Écart (en pourcentage)
	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs (montant proposé) pour 2012-2013	
Postes	2 385 031,9	34 231,5	53 103,9	–	66 850,4	154 185,8	2 539 217,7	6,5
Autres dépenses de personnel	957 512,0	534,2	(485,9)	6 355,7	33 095,7	39 499,7	997 011,7	4,1
Émoluments des non-fonctionnaires	20 095,2	27,6	121,5	–	357,9	507,0	20 602,2	2,5
Consultants	26 849,3	14,4	(22,7)	213,6	(2 749,9)	(2 544,6)	24 304,7	(9,5)
Experts	46 458,7	41,0	–	–	(2 919,4)	(2 878,4)	43 580,3	(6,2)
Frais de voyage des représentants	44 822,0	–	(164,4)	87,8	(4 558,0)	(4 634,6)	40 187,4	(10,3)
Frais de voyage du personnel	84 790,5	–	(145,8)	3 430,7	(1 295,1)	1 989,8	86 780,3	2,3
Services contractuels	190 508,4	224,0	(349,6)	20,1	(23 968,4)	(24 073,9)	166 434,5	(12,6)
Frais généraux de fonctionnement	544 933,0	514,7	(551,9)	8 508,2	(1 392,8)	7 078,2	552 011,2	1,3
Dépenses de représentation	1 814,8	2,5	(2,0)	48,8	(190,1)	(140,8)	1 674,0	(7,8)
Fournitures et accessoires	67 036,9	97,6	(24,5)	122,5	(21 278,7)	(21 083,1)	45 953,8	(31,4)
Mobilier et matériel	76 101,8	102,7	(48,6)	3 589,6	880,3	4 524,0	80 625,8	5,9
Amélioration des locaux	84 665,8	180,9	(173,7)	6 964,2	2 495,7	9 467,1	94 132,9	11,2
Subventions et contributions	393 780,4	2 404,5	3 098,1	14 000,0	(3 419,3)	16 083,3	409 863,7	4,1
Dépenses diverses	474 963,8	5 382,0	12 933,9	–	8 014,7	26 330,6	501 294,4	5,5
Total	5 399 364,5	43 757,6	67 288,3	43 341,2	49 923,0	204 310,1	5 603 674,6	3,8

État 3

Récapitulatif des prévisions de dépenses chapitre par chapitre, par objet de dépense et par facteur de variation, 2010-2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs (montant proposé)
			Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs			
1. Politique, direction et coordination d'ensemble								
Postes	62 655,2	412,9	1 247,4	–	1 601,3	3 261,6	65 916,8	
Autres dépenses de personnel	4 493,9	(0,9)	(19,6)	–	512,3	491,8	4 985,7	
Émoluments des non-fonctionnaires	4 676,0	8,9	(10,8)	–	498,5	496,6	5 172,6	
Consultants	283,1	–	(1,0)	–	145,3	144,3	427,4	
Experts	–	–	–	–	–	–	–	
Frais de voyage des représentants	9 064,2	–	(31,2)	–	(282,0)	(313,2)	8 751,0	
Frais de voyage du personnel	4 329,2	–	(14,8)	–	(406,9)	(421,7)	3 907,5	
Services contractuels	7 590,7	–	(26,9)	–	(495,8)	(522,7)	7 068,0	
Frais généraux de fonctionnement	1 144,7	0,9	(3,6)	–	477,8	475,1	1 619,8	
Dépenses de représentation	521,5	0,6	(1,5)	–	(57,2)	(58,1)	463,4	
Fournitures et accessoires	272,3	0,5	(0,4)	–	(33,9)	(33,8)	238,5	
Mobilier et matériel	239,4	0,4	(0,4)	–	(35,5)	(35,5)	203,9	
Amélioration des locaux	–	–	–	–	–	–	–	
Subventions et contributions	13 301,5	–	(46,9)	–	140,6	93,7	13 395,2	
Total partiel	108 571,7	423,3	1 090,3	–	2 064,5	3 578,1	112 149,8	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences								
Postes	493 827,2	10 607,4	7 306,4	–	14 431,6	32 345,4	526 172,6	
Autres dépenses de personnel	60 044,8	258,5	(152,3)	149,5	(10 837,0)	(10 581,3)	49 463,5	
Consultants	–	–	–	–	45,0	45,0	45,0	
Frais de voyage des représentants	296,5	–	(0,5)	–	(62,7)	(63,2)	233,3	
Frais de voyage du personnel	290,1	–	(1,2)	–	140,6	139,4	429,5	
Services contractuels	25 708,6	80,9	(70,3)	–	1 134,9	1 145,5	26 854,1	
Frais généraux de fonctionnement	3 747,5	12,6	(10,4)	–	710,8	713,0	4 460,5	
Dépenses de représentation	8,4	–	–	–	–	–	8,4	
Fournitures et accessoires	2 322,1	5,0	(7,6)	–	(778,4)	(781,0)	1 541,1	
Mobilier et matériel	3 644,1	8,4	(11,9)	–	1 145,4	1 141,9	4 786,0	
Amélioration des locaux	–	–	–	–	4 799,9	4 799,9	4 799,9	

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Subventions et contributions	46 501,5	762,6	209,2	–	365,3	1 337,1	47 838,6
Total partiel	636 390,8	11 735,4	7 261,4	149,5	11 095,4	30 241,7	666 632,5
3. Affaires politiques							
Postes	98 914,0	131,2	2 387,4	–	(278,1)	2 240,5	101 154,5
Autres dépenses de personnel	688 943,4	4,4	(2,6)	2 873,4	37 463,9	40 339,1	729 282,5
Consultants	12 885,1	1,9	(0,3)	160,7	(3 099,8)	(2 937,5)	9 947,6
Experts	29 951,8	–	–	–	(1 547,8)	(1 547,8)	28 404,0
Frais de voyage des représentants	1 748,1	–	(6,2)	–	114,0	107,8	1 855,9
Frais de voyage du personnel	46 935,2	–	(11,9)	3 229,8	(4 143,3)	(925,4)	46 009,8
Services contractuels	45 076,0	7,8	(2,8)	20,1	(21 936,5)	(21 911,4)	23 164,6
Frais généraux de fonctionnement	294 466,7	59,6	3,6	8 436,2	3 447,9	11 947,3	306 414,0
Dépenses de représentation	736,4	0,9	(0,1)	48,8	(89,9)	(40,3)	696,1
Fournitures et accessoires	36 778,5	10,4	–	122,5	(17 466,4)	(17 333,5)	19 445,0
Mobilier et matériel	36 552,3	1,5	2,4	3 589,6	(1 205,0)	2 388,5	38 940,8
Amélioration des locaux	19 614,2	–	–	674,0	(1 588,0)	(914,0)	18 700,2
Subventions et contributions	11 386,8	–	–	14 000,0	(181,6)	13 818,4	25 205,2
Dépenses diverses	1 800,2	–	–	–	(98,3)	(98,3)	1 701,9
Total partiel	1 325 788,7	217,7	2 369,5	33 155,1	(10 608,9)	25 133,4	1 350 922,1
4. Désarmement							
Postes	17 529,6	160,2	395,4	–	1 903,7	2 459,3	19 988,9
Autres dépenses de personnel	497,4	–	(1,5)	–	194,9	193,4	690,8
Consultants	128,2	–	(0,6)	–	36,6	36,0	164,2
Experts	1 834,6	–	(7,2)	–	(119,2)	(126,4)	1 708,2
Frais de voyage des représentants	89,0	–	(0,7)	–	(18,3)	(19,0)	70,0
Frais de voyage du personnel	285,6	–	(1,2)	–	131,3	130,1	415,7
Services contractuels	270,0	–	(1,0)	–	(12,7)	(13,7)	256,3
Frais généraux de fonctionnement	344,0	–	(0,6)	–	12,6	12,0	356,0
Dépenses de représentation	5,6	–	–	–	(0,1)	(0,1)	5,5
Fournitures et accessoires	26,8	0,1	–	–	(0,6)	(0,5)	26,3
Mobilier et matériel	24,0	–	–	–	58,0	58,0	82,0
Subventions et contributions	1 967,0	–	(4,7)	–	(282,5)	(287,2)	1 679,8
Total partiel	23 001,8	160,3	377,9	–	1 903,7	2 441,9	25 443,7

Chapitre	Modifications prévues						
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	Crédits définitifs (montant proposé)
5. Opérations de maintien de la paix							
Postes	74 583,0	(406,3)	2 702,5	–	(3 694,4)	(1 398,2)	73 184,8
Autres dépenses de personnel	17 425,1	(62,6)	108,2	–	(1 033,6)	(988,0)	16 437,1
Consultants	–	–	–	–	–	–	–
Frais de voyage du personnel	3 774,8	–	(12,8)	–	(229,5)	(242,3)	3 532,5
Services contractuels	792,2	0,3	1,8	–	507,6	509,7	1 301,9
Frais généraux de fonctionnement	7 915,4	90,6	47,8	–	232,1	370,5	8 285,9
Dépenses de représentation	28,8	0,3	0,1	–	(1,3)	(0,9)	27,9
Fournitures et accessoires	2 440,5	9,9	13,5	–	550,2	573,6	3 014,1
Mobilier et matériel	3 693,4	–	13,3	–	264,6	277,9	3 971,3
Amélioration des locaux	–	–	–	–	546,8	546,8	546,8
Total partiel	110 653,2	(367,8)	2 874,4	–	(2 857,5)	(350,9)	110 302,3
6. Utilisations pacifiques de l'espace							
Postes	6 738,2	(4,8)	150,0	–	506,3	651,5	7 389,7
Autres dépenses de personnel	18,9	0,3	0,1	–	(0,3)	0,1	19,0
Consultants	–	–	–	–	–	–	–
Experts	92,5	1,5	0,4	–	(11,6)	(9,7)	82,8
Frais de voyage du personnel	160,9	–	(0,5)	–	0,5	–	160,9
Services contractuels	29,9	0,5	0,2	–	(6,3)	(5,6)	24,3
Fais généraux de fonctionnement	86,0	1,4	0,5	–	0,1	2,0	88,0
Dépenses de représentation	4,3	0,1	–	–	(1,2)	(1,1)	3,2
Fournitures et accessoires	–	–	–	–	0,2	0,2	0,2
Mobilier et matériel	50,7	0,8	–	–	(5,2)	(4,4)	46,3
Subventions et contributions	800,5	9,8	2,9	–	(49,8)	(37,1)	763,4
Total partiel	7 981,9	9,6	153,6	–	432,7	595,9	8 577,8
7. Cour internationale de Justice							
Postes	24 447,7	(18,0)	324,2	–	1 938,2	2 244,4	26 692,1
Autres dépenses de personnel	2 144,9	28,8	14,7	–	(15,1)	28,4	2 173,3
Émoluments des non-fonctionnaires	14 205,6	18,7	136,1	–	(209,8)	(55,0)	14 150,6
Consultants	166,1	2,5	1,1	38,1	(4,8)	36,9	203,0
Frais de voyage du personnel	102,6	–	(0,3)	–	(0,9)	(1,2)	101,4
Services contractuels	1 704,2	27,5	12,2	–	(38,3)	1,4	1 705,6

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Frais généraux de fonctionnement	3 864,6	63,3	4,1	–	0,1	67,5	3 932,1
Dépenses de représentation	20,2	0,3	0,1	–	(0,4)	–	20,2
Fournitures et accessoires	507,2	8,1	3,4	–	(15,4)	(3,9)	503,3
Mobilier et matériel	404,6	5,2	2,5	–	(10,5)	(2,8)	401,8
Total partiel	47 567,7	136,4	498,1	38,1	1 643,1	2 315,7	49 883,4
8. Affaires juridiques							
Postes	38 858,6	(4,6)	879,9	–	1 079,5	1 954,8	40 813,4
Autres dépenses de personnel	198,0	–	(0,7)	–	(52,7)	(53,4)	144,6
Émoluments des non-fonctionnaires	0,1	–	–	–	(0,1)	(0,1)	–
Consultants	75,4	1,0	0,2	–	11,6	12,8	88,2
Experts	210,9	2,9	0,7	–	(54,8)	(51,2)	159,7
Frais de voyage des représentants	2 500,8	–	(8,7)	–	(109,3)	(118,0)	2 382,8
Frais de voyage du personnel	1 057,3	–	(3,5)	–	2,6	(0,9)	1 056,4
Services contractuels	1 902,4	3,4	(4,9)	–	(90,2)	(91,7)	1 810,7
Frais généraux de fonctionnement	212,1	0,4	(0,6)	–	170,1	169,9	382,0
Dépenses de représentation	2,2	–	–	–	–	–	2,2
Fournitures et accessoires	196,9	1,9	0,1	–	(49,6)	(47,6)	149,3
Mobilier et matériel	209,1	0,3	(0,5)	–	(29,5)	(29,7)	179,4
Subventions et contributions	437,2	–	(1,3)	–	(2,9)	(4,2)	433,0
Total partiel	45 861,0	5,3	860,7	–	874,7	1 740,7	47 601,7
9. Affaires économiques et sociales							
Postes	134 202,4	–	3 039,5	–	2 405,3	5 444,8	139 647,2
Autres dépenses de personnel	1 874,2	–	(9,3)	–	(169,4)	(178,7)	1 695,5
Consultants	2 441,6	–	(10,0)	–	(760,9)	(770,9)	1 670,7
Experts	3 110,7	–	(13,3)	–	(342,6)	(355,9)	2 754,8
Frais de voyage des représentants	3 749,3	–	(18,5)	–	(842,3)	(860,8)	2 888,5
Frais de voyage du personnel	2 297,4	–	(9,1)	–	649,7	640,6	2 938,0
Services contractuels	3 726,7	–	(12,4)	–	630,3	617,9	4 344,6
Frais généraux de fonctionnement	954,9	–	(3,3)	–	427,5	424,2	1 379,1
Dépenses de représentation	22,6	–	(0,1)	–	0,1	–	22,6
Fournitures et accessoires	329,3	–	(1,0)	–	(82,9)	(83,9)	245,4
Mobilier et matériel	762,0	–	(2,2)	–	(140,6)	(142,8)	619,2

Chapitre	Modifications prévues							Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total		
Subventions et contributions	933,0	–	–	–	(409,8)	(409,8)	523,2	
Total partiel	154 404,1	–	2 960,3	–	1 364,4	4 324,7	158 728,8	
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement								
Postes	5 789,8	–	133,8	–	168,9	302,7	6 092,5	
Autres dépenses de personnel	744,2	–	(0,5)	–	(77,7)	(78,2)	666,0	
Consultants	136,4	–	(0,4)	–	(28,1)	(28,5)	107,9	
Experts	101,9	–	0,1	–	(6,5)	(6,4)	95,5	
Frais de voyage du personnel	240,3	–	(0,6)	–	18,4	17,8	258,1	
Services contractuels	198,7	–	(0,8)	–	19,8	19,0	217,7	
Frais généraux de fonctionnement	64,6	–	(0,3)	–	4,7	4,4	69,0	
Dépenses de représentation	2,4	–	–	–	–	–	2,4	
Fournitures et accessoires	20,9	–	–	–	(9,3)	(9,3)	11,6	
Mobilier et matériel	49,4	–	(0,2)	–	(6,1)	(6,3)	43,1	
Total partiel	7 348,6	–	131,1	–	84,3	215,4	7 564,0	
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique								
Postes	10 120,2	(78,8)	300,4	–	(546,4)	(324,8)	9 795,4	
Autres dépenses de personnel	454,3	(1,8)	(2,5)	–	(18,6)	(22,9)	431,4	
Consultants	427,4	(0,3)	(1,2)	–	(282,4)	(283,9)	143,5	
Experts	472,6	–	(1,7)	–	(141,2)	(142,9)	329,7	
Frais de voyage du personnel	498,9	–	(1,8)	–	151,1	149,3	648,2	
Services contractuels	563,7	–	(2,0)	–	(18,1)	(20,1)	543,6	
Frais généraux de fonctionnement	137,3	–	(0,4)	–	(61,1)	(61,5)	75,8	
Dépenses de représentation	2,7	–	–	–	–	–	2,7	
Fournitures et accessoires	26,1	–	(0,1)	–	(3,3)	(3,4)	22,7	
Mobilier et matériel	43,4	–	(0,2)	–	(17,0)	(17,2)	26,2	
Subventions et contributions	–	–	–	–	1,6	1,6	1,6	
Total partiel	12 746,6	(80,9)	290,5	–	(935,4)	(725,8)	12 020,8	
12. Commerce et développement								
Postes	128 491,7	7 386,5	(194,1)	–	(765,3)	6 427,1	134 918,8	
Autres dépenses de personnel	1 526,2	11,0	(0,1)	–	(7,1)	3,8	1 530,0	
Consultants	1 287,1	9,6	(0,4)	–	87,9	97,1	1 384,2	
Experts	926,0	7,5	(0,1)	–	(48,8)	(41,4)	884,6	

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Frais de voyage des représentants	474,3	–	(1,6)	–	(48,0)	(49,6)	424,7
Frais de voyage du personnel	1 374,9	–	(4,8)	–	(42,5)	(47,3)	1 327,6
Services contractuels	194,1	1,8	0,2	–	(66,4)	(64,4)	129,7
Frais généraux de fonctionnement	2 961,3	22,7	(0,4)	–	(946,2)	(923,9)	2 037,4
Dépenses de représentation	62,2	0,4	–	–	(0,3)	0,1	62,3
Fournitures et accessoires	2 104,5	16,9	(0,3)	–	(491,1)	(474,5)	1 630,0
Mobilier et matériel	1 169,0	8,7	(0,1)	–	(73,0)	(64,4)	1 104,6
Subventions et contributions	2 385,0	19,3	(0,3)	–	48,6	67,6	2 452,6
Total partiel	142 956,3	7 484,4	(202,0)	–	(2 352,2)	4 930,2	147 886,5
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC							
Subventions et contributions	40 141,8	330,3	(43,5)	–	(693,2)	(406,4)	39 735,4
Total partiel	40 141,8	330,3	(43,5)	–	(693,2)	(406,4)	39 735,4
14. Environnement							
Postes	13 217,5	(201,9)	454,3	–	767,6	1 020,0	14 237,5
Autres dépenses de personnel	107,0	–	(0,4)	–	0,7	0,3	107,3
Consultants	260,1	2,9	0,6	–	(4,5)	(1,0)	259,1
Experts	–	–	–	–	0,1	0,1	0,1
Frais de voyage des représentants	164,0	–	(0,5)	–	(22,5)	(23,0)	141,0
Frais de voyage du personnel	152,7	–	(0,5)	–	2,8	2,3	155,0
Services contractuels	211,9	(0,1)	(0,9)	–	24,6	23,6	235,5
Frais généraux de fonctionnement	102,5	0,2	–	–	(9,4)	(9,2)	93,3
Dépenses de représentation	18,4	(0,1)	(0,2)	–	(12,0)	(12,3)	6,1
Fournitures et accessoires	49,4	(0,2)	(0,2)	–	(4,6)	(5,0)	44,4
Mobilier et matériel	53,7	–	(0,2)	–	(4,3)	(4,5)	49,2
Total partiel	14 337,2	(199,2)	452,0	–	738,5	991,3	15 328,5
15. Établissements humains							
Postes	18 838,4	(405,6)	685,8	–	443,5	723,7	19 562,1
Autres dépenses de personnel	303,5	(0,5)	(0,5)	–	17,5	16,5	320,0
Consultants	211,1	(1,0)	(1,1)	–	42,7	40,6	251,7
Experts	144,8	–	–	–	–	–	144,8
Frais de voyage du personnel	313,0	–	(1,0)	–	1,4	0,4	313,4
Services contractuels	601,3	(3,0)	(3,8)	–	65,1	58,3	659,6

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Frais généraux de fonctionnement	638,4	(3,2)	(4,4)	–	0,2	(7,4)	631,0
Dépenses de représentation	13,9	(0,1)	(0,1)	–	0,2	–	13,9
Fournitures et accessoires	141,5	(0,6)	(0,2)	–	(63,0)	(63,8)	77,7
Mobilier et matériel	139,7	(0,7)	(0,6)	–	(43,4)	(44,7)	95,0
Total partiel	21 345,6	(414,7)	674,1	–	464,2	723,6	22 069,2
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale							
Postes	34 465,7	(26,9)	773,9	–	3 857,5	4 604,5	39 070,2
Autres dépenses de personnel	531,2	8,8	2,6	–	17,2	28,6	559,8
Consultants	391,3	6,3	1,5	–	116,1	123,9	515,2
Experts	1 171,3	19,0	5,3	–	(407,1)	(382,8)	788,5
Frais de voyage des représentants	1 334,1	–	(4,9)	–	(31,3)	(36,2)	1 297,9
Frais de voyage du personnel	692,3	–	(2,8)	–	115,7	112,9	805,2
Services contractuels	1 006,8	15,8	4,4	–	77,0	97,2	1 104,0
Frais généraux de fonctionnement	586,4	9,3	2,5	–	(106,3)	(94,5)	491,9
Dépenses de représentation	8,7	0,1	0,1	–	(6,1)	(5,9)	2,8
Fournitures et accessoires	153,6	2,5	0,7	–	12,7	15,9	169,5
Mobilier et matériel	393,1	6,2	1,8	–	31,5	39,5	432,6
Subventions et contributions	63,0	0,9	0,2	–	(9,3)	(8,2)	54,8
Total partiel	40 797,5	42,0	785,3	–	3 667,6	4 494,9	45 292,4
17. ONU–Femmes							
Postes	13 241,4	–	303,6	–	343,7	647,3	13 888,7
Autres dépenses de personnel	39,8	–	(0,1)	–	1,3	1,2	41,0
Consultants	158,9	–	(0,7)	–	(6,3)	(7,0)	151,9
Experts	299,3	–	(1,1)	–	69,0	67,9	367,2
Frais de voyage des représentants	244,2	–	(0,9)	–	(72,1)	(73,0)	171,2
Frais de voyage du personnel	132,8	–	(0,4)	–	(7,6)	(8,0)	124,8
Services contractuels	306,5	–	(1,0)	–	18,4	17,4	323,9
Frais généraux de fonctionnement	158,0	–	(0,5)	–	0,3	(0,2)	157,8
Dépenses de représentation	2,5	–	–	–	–	–	2,5
Fournitures et accessoires	20,6	–	(0,1)	–	(13,6)	(13,7)	6,9
Mobilier et matériel	72,7	–	(0,2)	–	0,2	–	72,7
Total partiel	14 676,7	–	298,6	–	333,3	631,9	15 308,6

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
18. Développement économique et social en Afrique							
Postes	90 376,6	(5 005,4)	7 908,5	–	(4 642,5)	(1 739,4)	88 637,2
Autres dépenses de personnel	5 050,2	(64,4)	(34,4)	–	(856,4)	(955,2)	4 095,0
Consultants	1 888,6	(23,9)	(14,0)	–	(102,1)	(140,0)	1 748,6
Experts	4 775,9	–	(16,6)	–	(32,7)	(49,3)	4 726,6
Frais de voyage des représentants	496,0	–	(3,8)	–	(48,6)	(52,4)	443,6
Frais de voyage du personnel	3 021,5	–	(10,5)	–	(10,3)	(20,8)	3 000,7
Services contractuels	7 632,1	–	(5,3)	–	(471,9)	(477,2)	7 154,9
Frais généraux de fonctionnement	11 824,4	(95,3)	(93,2)	–	(210,0)	(398,5)	11 425,9
Dépenses de représentation	48,7	(0,5)	(0,5)	–	(0,2)	(1,2)	47,5
Fournitures et accessoires	5 232,8	–	(17,4)	–	(627,4)	(644,8)	4 588,0
Mobilier et matériel	9 850,3	–	(31,8)	–	(87,3)	(119,1)	9 731,2
Subventions et contributions	3 300,2	(3,0)	(2,3)	–	(0,2)	(5,5)	3 294,7
Total partiel	143 497,3	(5 192,5)	7 678,7	–	(7 089,6)	(4 603,4)	138 893,9
19. Développement économique en Asie et dans le Pacifique							
Postes	88 092,1	2 037,8	1 914,3	–	(72,9)	3 879,2	91 971,3
Autres dépenses de personnel	2 206,4	18,2	(10,9)	–	(34,5)	(27,2)	2 179,2
Consultants	535,7	5,5	(3,9)	–	215,2	216,8	752,5
Experts	1 050,2	14,6	(9,6)	–	(70,4)	(65,4)	984,8
Frais de voyage du personnel	1 495,4	–	(5,0)	–	97,1	92,1	1 587,5
Services contractuels	1 030,1	9,4	(5,9)	–	123,8	127,3	1 157,4
Frais généraux de fonctionnement	5 799,3	53,0	(31,9)	–	(167,2)	(146,1)	5 653,2
Dépenses de représentation	38,9	0,4	(0,2)	–	(0,8)	(0,6)	38,3
Fournitures et accessoires	1 098,2	10,3	(6,5)	–	(163,7)	(159,9)	938,3
Mobilier et matériel	1 834,4	16,4	(10,6)	–	(155,2)	(149,4)	1 685,0
Subventions et contributions	7,0	–	(0,1)	–	6,0	5,9	12,9
Total partiel	103 187,7	2 165,6	1 829,7	–	(222,6)	3 772,7	106 960,4
20. Développement économique en Europe							
Postes	64 119,2	3 549,3	113,5	–	3 546,7	7 209,5	71 328,7
Autres dépenses de personnel	277,2	2,3	–	–	78,5	80,8	358,0
Consultants	360,0	2,9	(0,1)	–	(64,4)	(61,6)	298,4
Experts	32,5	0,4	(0,1)	–	37,2	37,5	70,0

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Frais de voyage du personnel	967,4	–	(3,2)	–	(8,4)	(11,6)	955,8
Services contractuels	629,0	4,7	–	–	28,3	33,0	662,0
Frais généraux de fonctionnement	68,5	0,5	(0,2)	–	(24,5)	(24,2)	44,3
Dépenses de représentation	25,3	0,2	0,1	–	(1,6)	(1,3)	24,0
Fournitures et accessoires	159,9	1,8	(0,2)	–	(2,9)	(1,3)	158,6
Mobilier et matériel	481,3	4,0	–	–	(7,8)	(3,8)	477,5
Subventions et contributions	1 486,0	13,5	(0,5)	–	(422,3)	(409,3)	1 076,7
Total partiel	68 606,3	3 579,6	109,3	–	3 158,8	6 847,7	75 454,0
21. Développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes							
Postes	94 920,0	1 312,1	102,5	–	6 728,1	8 142,7	103 062,7
Autres dépenses de personnel	2 842,1	(1,2)	(7,6)	–	26,0	17,2	2 859,3
Consultants	921,2	–	0,4	–	103,8	104,2	1 025,4
Experts	939,8	–	0,6	–	12,4	13,0	952,8
Frais de voyage du personnel	1 969,3	–	(7,0)	–	91,0	84,0	2 053,3
Services contractuels	2 018,8	–	(4,4)	–	292,1	287,7	2 306,5
Frais généraux de fonctionnement	8 520,5	(37,2)	3,4	–	(805,8)	(839,6)	7 680,9
Dépenses de représentation	35,1	(0,3)	–	–	(5,5)	(5,8)	29,3
Fournitures et accessoires	1 483,3	(5,5)	(1,3)	–	(318,7)	(325,5)	1 157,8
Mobilier et matériel	1 576,2	–	0,2	–	484,5	484,7	2 060,9
Subventions et contributions	–	–	–	–	27,1	27,1	27,1
Total partiel	115 226,3	1 267,9	86,8	–	6 635,0	7 989,7	123 216,0
22. Développement économique et social en Asie occidentale							
Postes	55 419,6	(183,0)	2 750,7	–	2 534,1	5 101,8	60 521,4
Autres dépenses de personnel	1 144,7	(3,6)	32,1	–	258,5	287,0	1 431,7
Consultants	770,8	(2,3)	20,9	–	69,7	88,3	859,1
Experts	1 343,9	(4,9)	42,6	–	(255,4)	(217,7)	1 126,2
Frais de voyage du personnel	691,2	–	(2,7)	–	230,4	227,7	918,9
Services contractuels	1 580,3	(4,9)	40,7	–	(184,0)	(148,2)	1 432,1
Frais généraux de fonctionnement	3 705,3	(10,9)	92,0	–	(676,9)	(595,8)	3 109,5
Dépenses de représentation	27,5	(0,1)	0,6	–	(0,7)	(0,2)	27,3
Fournitures et accessoires	736,7	(2,5)	18,4	–	(191,7)	(175,8)	560,9
Mobilier et matériel	603,1	(1,8)	15,2	–	305,0	318,4	921,5

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Subventions et contributions	426,0	(1,2)	10,6	–	(4,5)	4,9	430,9
Total partiel	66 449,1	(215,2)	3 021,1	–	2 084,5	4 890,4	71 339,5
23. Programme ordinaire de coopération technique							
Subventions et contributions	57 676,0	29,3	(44,9)	–	(3 952,0)	(3 967,6)	53 708,4
Total partiel	57 676,0	29,3	(44,9)	–	(3 952,0)	(3 967,6)	53 708,4
24. Droits de l'homme							
Postes	114 828,4	6 307,3	(13,5)	–	2 094,8	8 388,6	123 217,0
Autres dépenses de personnel	13 076,4	48,8	(78,8)	3 332,8	(615,7)	2 687,1	15 763,5
Émoluments des non-fonctionnaires	0,2	–	–	–	(0,2)	(0,2)	–
Consultants	1 739,2	8,1	(8,6)	14,8	477,3	491,6	2 230,8
Experts	–	–	–	–	–	–	–
Frais de voyage des représentants	24 021,3	–	(84,7)	87,8	(2 975,5)	(2 972,4)	21 048,9
Frais de voyage du personnel	5 080,2	–	(18,4)	200,9	487,9	670,4	5 750,6
Services contractuels	1 653,9	13,8	(0,3)	–	185,3	198,8	1 852,7
Frais généraux de fonctionnement	3 548,5	20,1	(7,6)	72,0	(365,5)	(281,0)	3 267,5
Dépenses de représentation	18,3	0,2	–	–	–	0,2	18,5
Fournitures et accessoires	645,8	5,1	(0,1)	–	(55,5)	(50,5)	595,3
Mobilier et matériel	693,7	5,4	(0,3)	–	47,5	52,6	746,3
Subventions et contributions	2 018,6	10,2	(0,2)	–	(180,5)	(170,5)	1 848,1
Total partiel	167 324,5	6 419,0	(212,5)	3 708,3	(900,1)	9 014,7	176 339,2
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance							
Postes	1 283,0	73,1	(7,2)	–	114,8	180,7	1 463,7
Autres dépenses de personnel	–	–	–	–	–	–	–
Subventions et contributions	91 094,9	751,4	(10,0)	–	–	741,4	91 836,3
Total partiel	92 377,9	824,5	(17,2)	–	114,8	922,1	93 300,0
26. Réfugiés de Palestine							
Postes	48 909,9	861,8	1 090,0	–	3 203,9	5 155,7	54 065,6
Autres dépenses de personnel	20,6	0,2	0,1	–	(0,3)	–	20,6
Services contractuels	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	48 930,5	862,0	1 090,1	–	3 203,6	5 155,7	54 086,2

Chapitre	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Modifications prévues				Total	Crédits définitifs (montant proposé)
			Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs			
27. Aide humanitaire								
Postes	22 510,5	484,8	297,4	–	280,8	1 063,0	23 573,5	
Autres dépenses de personnel	804,5	3,2	(1,6)	–	(130,2)	(128,6)	675,9	
Consultants	137,7	0,7	(0,1)	–	(0,4)	0,2	137,9	
Frais de voyage du personnel	1 088,8	–	(4,0)	–	(2,4)	(6,4)	1 082,4	
Services contractuels	313,9	–	(0,8)	–	143,3	142,5	456,4	
Frais généraux de fonctionnement	861,7	3,4	(1,7)	–	(118,6)	(116,9)	744,8	
Dépenses de représentation	21,1	–	–	–	(6,0)	(6,0)	15,1	
Fournitures et accessoires	111,4	0,2	(0,2)	–	–	–	111,4	
Subventions et contributions	191,1	0,9	(0,3)	–	38,2	38,8	229,9	
Dépenses diverses	3 928,8	2,8	–	–	(1,8)	1,0	3 929,8	
Total partiel	29 969,5	496,0	288,7	–	202,9	987,6	30 957,1	
28. Information								
Postes	143 156,1	389,1	3 642,7	–	5 640,9	9 672,7	152 828,8	
Autres dépenses de personnel	5 504,4	8,0	(16,6)	–	3 085,2	3 076,6	8 581,0	
Frais de voyage des représentants	640,2	–	(2,2)	–	(159,4)	(161,6)	478,6	
Frais de voyage du personnel	1 146,3	–	(4,5)	–	189,1	184,6	1 330,9	
Services contractuels	17 379,8	3,7	(60,3)	–	(2 238,9)	(2 295,5)	15 084,3	
Frais généraux de fonctionnement	9 641,6	2,7	(31,9)	–	23,6	(5,6)	9 636,0	
Dépenses de représentation	124,4	0,1	(0,2)	–	(2,2)	(2,3)	122,1	
Fournitures et accessoires	1 788,1	0,9	(6,0)	–	(417,9)	(423,0)	1 365,1	
Mobilier et matériel	2 010,4	1,4	(6,8)	–	(477,6)	(483,0)	1 527,4	
Subventions et contributions	769,1	0,6	(2,3)	–	109,5	107,8	876,9	
Dépenses diverses	–	–	–	–	–	–	–	
Total partiel	182 160,4	406,5	3 511,9	–	5 752,3	9 670,7	191 831,1	
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion								
Postes	13 968,8	–	320,7	–	941,1	1 261,8	15 230,6	
Autres dépenses de personnel	516,6	–	(2,7)	–	173,8	171,1	687,7	
Consultants	59,0	–	(0,3)	–	(9,3)	(9,6)	49,4	
Frais de voyage du personnel	63,7	–	(0,2)	–	(5,2)	(5,4)	58,3	
Services contractuels	294,1	–	(1,3)	–	1,1	(0,2)	293,9	
Frais généraux de fonctionnement	108,1	–	(0,5)	–	2,6	2,1	110,2	

Chapitre	Modifications prévues							Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total		
Dépenses de représentation	0,8	–	–	–	–	–	0,8	
Fournitures et accessoires	32,6	–	(0,2)	–	1,0	0,8	33,4	
Mobilier et matériel	44,3	–	(0,1)	–	(6,0)	(6,1)	38,2	
Subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–	
Total partiel	15 088,0	–	315,4	–	1 099,1	1 414,5	16 502,5	
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité								
Postes	33 795,2	–	771,8	–	1 643,8	2 415,6	36 210,8	
Autres dépenses de personnel	1 126,4	–	(4,4)	–	176,1	171,7	1 298,1	
Consultants	–	–	–	–	–	–	–	
Frais de voyage du personnel	194,6	–	(0,5)	–	(11,1)	(11,6)	183,0	
Services contractuels	1 100,9	–	(3,6)	–	(157,8)	(161,4)	939,5	
Frais généraux de fonctionnement	285,4	–	(1,3)	–	(38,7)	(40,0)	245,4	
Fournitures et accessoires	127,8	–	(0,5)	–	(53,8)	(54,3)	73,5	
Mobilier et matériel	140,3	–	(0,3)	–	(24,2)	(24,5)	115,8	
Total partiel	36 770,6	–	761,2	–	1 534,3	2 295,5	39 066,1	
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines								
Postes	42 111,6	–	950,3	–	3 287,0	4 237,3	46 348,9	
Autres dépenses de personnel	2 878,0	–	(10,2)	–	803,5	793,3	3 671,3	
Consultants	78,3	–	(0,2)	–	815,5	815,3	893,6	
Frais de voyage des représentants	–	–	–	–	–	–	–	
Frais de voyage du personnel	900,5	–	(3,2)	–	(25,0)	(28,2)	872,3	
Services contractuels	26 686,5	–	(93,5)	–	(1 744,4)	(1 837,9)	24 848,6	
Frais généraux de fonctionnement	749,6	–	(2,7)	–	0,7	(2,0)	747,6	
Dépenses de représentation	–	–	–	–	–	–	–	
Fournitures et accessoires	663,5	–	(2,4)	–	(117,7)	(120,1)	543,4	
Mobilier et matériel	178,8	–	(0,6)	–	50,1	49,5	228,3	
Subventions et contributions	364,6	–	(1,2)	–	5,6	4,4	369,0	
Total partiel	74 611,4	–	836,3	–	3 075,3	3 911,6	78 523,0	
29D. Bureau des services centraux d'appui								
Postes	60 128,5	–	1 296,3	–	2 042,6	3 338,9	63 467,4	
Autres dépenses de personnel	2 751,1	–	(9,7)	–	996,8	987,1	3 738,2	
Consultants	372,2	–	(1,3)	–	(232,3)	(233,6)	138,6	

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Frais de voyage du personnel	131,5	–	(0,5)	–	36,5	36,0	167,5
Services contractuels	10 801,5	–	(37,8)	–	602,9	565,1	11 366,6
Frais généraux de fonctionnement	102 557,6	–	(374,3)	–	(2 848,0)	(3 222,3)	99 335,3
Dépenses de représentation	5,1	–	(0,1)	–	–	(0,1)	5,0
Fournitures et accessoires	2 359,2	–	(8,3)	–	(11,3)	(19,6)	2 339,6
Mobilier et matériel	2 148,5	–	(7,5)	–	1 034,1	1 026,6	3 175,1
Subventions et contributions	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	181 255,2	–	856,8	–	1 621,3	2 478,1	183 733,3
29E. Administration (Genève)							
Postes	92 504,8	5 324,7	599,1	–	7 139,8	13 063,6	105 568,4
Autres dépenses de personnel	6 699,9	55,5	(1,4)	–	(369,7)	(315,6)	6 384,3
Frais de voyage du personnel	109,4	–	(0,6)	–	116,8	116,2	225,6
Services contractuels	6 497,5	54,4	(0,6)	–	295,2	349,0	6 846,5
Frais généraux de fonctionnement	38 083,6	310,8	(4,9)	–	612,9	918,8	39 002,4
Dépenses de représentation	3,6	–	–	–	–	–	3,6
Fournitures et accessoires	2 653,5	22,8	(0,4)	–	(762,8)	(740,4)	1 913,1
Mobilier et matériel	3 077,7	25,5	0,3	–	(369,9)	(344,1)	2 733,6
Subventions et contributions	3 973,2	33,5	(0,6)	–	(146,2)	(113,3)	3 859,9
Total partiel	153 603,2	5 827,2	590,9	–	6 516,1	12 934,2	166 537,4
29F. Administration (Vienne)							
Postes	19 323,8	(14,6)	536,4	–	315,6	837,4	20 161,2
Autres dépenses de personnel	1 293,7	20,2	5,3	–	(60,3)	(34,8)	1 258,9
Consultants	60,1	0,9	0,3	–	(60,7)	(59,5)	0,6
Frais de voyage du personnel	76,0	–	(0,1)	–	(28,1)	(28,2)	47,8
Services contractuels	703,4	11,1	3,2	–	(98,4)	(84,1)	619,3
Frais généraux de fonctionnement	3 256,8	50,5	14,0	–	(171,2)	(106,7)	3 150,1
Dépenses de représentation	2,8	–	–	–	(2,5)	(2,5)	0,3
Fournitures et accessoires	883,2	14,4	3,6	–	(68,3)	(50,3)	832,9
Mobilier et matériel	1 438,4	22,5	6,1	–	170,0	198,6	1 637,0
Subventions et contributions	12 235,8	196,1	53,8	–	–	249,9	12 485,7
Total partiel	39 274,0	301,1	622,6	–	(3,9)	919,8	40 193,8

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
29G. Administration (Nairobi)							
Postes	21 320,9	(455,3)	1 437,4	–	188,1	1 170,2	22 491,1
Autres dépenses de personnel	1 549,1	(4,1)	(4,8)	–	(339,7)	(348,6)	1 200,5
Consultants	40,8	(0,3)	(0,3)	–	29,4	28,8	69,6
Frais de voyage du personnel	88,0	–	(0,2)	–	(33,3)	(33,5)	54,5
Services contractuels	419,5	(2,7)	(3,3)	–	(40,9)	(46,9)	372,6
Frais généraux de fonctionnement	7 224,9	(42,6)	(53,6)	–	(0,6)	(96,8)	7 128,1
Fournitures et accessoires	651,3	(3,3)	(4,7)	–	(119,0)	(127,0)	524,3
Mobilier et matériel	758,0	(4,7)	(5,9)	–	267,7	257,1	1 015,1
Amélioration des locaux	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel	32 052,5	(513,0)	1 364,6	–	(48,3)	803,3	32 855,8
29H. Bureau des technologies de l'information et des communications							
Postes	34 274,8	–	790,1	–	(1 226,6)	(436,5)	33 838,3
Autres dépenses de personnel	5 634,0	–	(19,8)	–	(1 225,8)	(1 245,6)	4 388,4
Consultants	–	–	–	–	–	–	–
Frais de voyage du personnel	467,8	–	(1,6)	–	–	(1,6)	466,2
Services contractuels	16 112,5	–	(55,9)	–	335,0	279,1	16 391,6
Frais généraux de fonctionnement	18 088,5	–	(63,6)	–	312,4	248,8	18 337,3
Fournitures et accessoires	274,4	–	(1,2)	–	375,6	374,4	648,8
Mobilier et matériel	948,2	–	(3,9)	–	82,5	78,6	1 026,8
Total partiel	75 800,2	–	644,1	–	(1 346,9)	(702,8)	75 097,4
31. Contrôle interne							
Postes	33 859,4	145,7	716,1	–	291,1	1 152,9	35 012,3
Autres dépenses de personnel	295,6	0,6	(0,4)	–	(252,5)	(252,3)	43,3
Consultants	905,4	(0,1)	(2,8)	–	(161,9)	(164,8)	740,6
Frais de voyage du personnel	1 936,5	–	(6,9)	–	(416,5)	(423,4)	1 513,1
Services contractuels	1 137,7	0,8	(3,0)	–	(247,4)	(249,6)	888,1
Frais généraux de fonctionnement	386,1	–	(1,2)	–	(174,9)	(176,1)	210,0
Dépenses de représentation	2,4	–	–	–	(2,4)	(2,4)	–
Fournitures et accessoires	164,4	–	(0,7)	–	(90,8)	(91,5)	72,9
Mobilier et matériel	185,0	0,4	(0,6)	–	(12,2)	(12,4)	172,6

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012-2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Subventions et contributions	4,8	–	–	–	9,0	9,0	13,8
Total partiel	38 877,3	147,4	700,5	–	(1 058,5)	(210,6)	38 666,7
32. Activités administratives financées en commun							
Subventions et contributions	10 897,5	242,9	87,2	–	270,0	600,1	11 497,6
Total partiel	10 897,5	242,9	87,2	–	270,0	600,1	11 497,6
33. Dépenses spéciales							
Autres dépenses de personnel	111 611,3	183,7	(243,1)	–	(430,0)	(489,4)	111 121,9
Émoluments des non-fonctionnaires	1 213,3	–	(3,8)	–	69,5	65,7	1 279,0
Consultants	–	–	–	–	–	–	–
Services contractuels	167,2	0,2	0,3	–	(0,5)	–	167,2
Frais généraux de fonctionnement	7 449,5	–	(25,2)	–	12,0	(13,2)	7 436,3
Total partiel	120 441,3	183,9	(271,8)	–	(349,0)	(436,9)	120 004,4
34. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien							
Postes	–	–	–	–	–	–	–
Autres dépenses de personnel	–	–	–	–	74,8	74,8	74,8
Frais de voyage du personnel	–	–	–	–	11,6	11,6	11,6
Services contractuels	–	–	–	–	88,7	88,7	88,7
Frais généraux de fonctionnement	–	–	–	–	30,0	30,0	30,0
Mobilier et matériel	–	–	–	–	588,7	588,7	588,7
Amélioration des locaux	65 051,6	180,9	(173,7)	6 290,2	(1 263,0)	5 034,4	70 086,0
Total partiel	65 051,6	180,9	(173,7)	6 290,2	(469,2)	5 828,2	70 879,8
35. Sûreté et sécurité							
Postes	134 208,1	1 852,8	6 996,4	–	8 636,3	17 485,5	151 693,6
Autres dépenses de personnel	12 748,1	20,8	(12,5)	–	5 876,2	5 884,5	18 632,6
Consultants	128,5	–	(0,4)	–	(128,1)	(128,5)	–
Frais de voyage du personnel	2 724,4	–	(9,5)	–	1 601,4	1 591,9	4 316,3
Services contractuels	4 466,0	(1,4)	(9,8)	–	(693,3)	(704,5)	3 761,5
Frais généraux de fonctionnement	5 388,7	1,9	(1,5)	–	(1 146,3)	(1 145,9)	4 242,8
Fournitures et accessoires	2 580,6	(1,1)	(4,2)	–	(204,8)	(210,1)	2 370,5
Mobilier et matériel	2 441,5	1,9	(5,2)	–	(977,4)	(980,7)	1 460,8

Chapitre	Modifications prévues						Crédits définitifs (montant proposé)
	Crédits révisés pour 2012–2013	Taux de change	Inflation	Dépenses relevant de l'autorisation d'engagement accordée au Secrétaire général et dépenses imprévues et extraordinaires	Taux d'occupation des postes et autres facteurs	Total	
Subventions et contributions	58 437,4	5,5	2 893,0	–	1 933,8	4 832,3	63 269,7
Total partiel	223 123,3	1 880,4	9 846,3	–	14 897,8	26 624,5	249 747,8
36. Compte pour le développement							
Subventions et contributions	29 243,2	–	–	–	–	–	29 243,2
Total partiel	29 243,2	–	–	–	–	–	29 243,2
37. Contributions du personnel							
Autres dépenses de personnel	134,9	–	–	–	(134,9)	(134,9)	–
Dépenses diverses	473 163,6	5 382,0	12 933,9	–	8 113,0	26 428,9	499 592,5
Total partiel	473 298,5	5 382,0	12 933,9	–	7 978,1	26 294,0	499 592,5
Total	5 399 364,5	43 757,6	67 288,3	43 341,2	49 923,0	204 310,1	5 603 674,6

État 4

Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation, par lieu d'affectation : 2012-2013

Lieu d'affectation/bureau (monnaie)	Taux de change					Taux d'inflation applicable aux objets de dépense autres que les postes				
	Crédits révisés	Estimations fournies dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme			Présent rapport		Estimations fournies dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme		Présent rapport	
		2011 ^a	2012 ^b	2013 ^c	2012 ^d	2013 ^e	2012	2013	2012	2013
Vienne (euro)	0,753	0,779	0,779	0,778	0,755	2,2	2,3	2,6	2,2	
Santiago (peso chilien)	509,417	484,167	484,167	485,333	490,417	2,8	2,6	3,0	1,7	
Addis-Abeba (birr éthiopien)	16,380	17,629	17,960	17,643	18,528	22,0	10,8	22,9	8,4	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupie)	45,835	53,108	53,108	53,318	58,490	8,8	8,4	9,7	9,6	
Beyrouth (livre libanaise)	1 500,417	1 500,917	1 501,000	1 501,833	1 509,667	5,5	2,2	6,4	5,6	
Gaza (nouveau shekel) ^f	3,745	3,856	3,914	3,844	3,631	1,3	1,8	1,7	1,9	
Nairobi (shilling kényan)	80,950	84,337	85,000	84,433	86,230	10,1	5,6	9,4	5,6	
Mexico (peso mexicain)	12,860	13,224	13,224	13,224	12,847	4,0	4,0	4,1	3,6	
La Haye (euro)	0,753	0,779	0,779	0,778	0,755	2,6	2,0	2,8	2,8	
Bangkok (baht thaïlandais)	32,050	31,175	31,175	31,137	30,613	3,1	3,5	3,0	2,4	
Port of Spain (dollar de la Trinité-et-Tobago)	6,282	6,323	6,323	6,348	6,366	8,7	2,7	9,2	6,4	
New York (dollars É.-U.)	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	2,0	2,4	2,1	1,5	
Genève (franc suisse)	1,046	0,938	0,939	0,936	0,926	(0,9)	–	(0,7)	(0,4)	
Centre d'information des Nations Unies (dollar É.-U.)	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000	2,0	2,4	2,1	1,5	

^a Pour 2013, les prévisions de dépenses au titre des postes ont été comptabilisées d'avance; le montant révisé des crédits correspondants pour 2013 a donc été calculé à partir du taux approuvé pour 2010-2011.

^b Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin octobre 2012 et, pour novembre et décembre, projection des taux d'octobre 2012.

^c Taux prévu au budget pour les dépenses autres que pour les postes uniquement. Moyenne des taux effectifs de janvier à octobre 2012 et projection des taux d'octobre pour novembre et décembre (sauf pour Addis-Abeba, Nairobi et Mexico, où on a retenu les taux effectifs d'octobre 2012).

^d Moyenne des taux de change opérationnels effectifs de l'ONU en 2012.

^e Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin octobre 2013 et, pour novembre et décembre, projection des taux d'octobre 2013.

^f Y compris l'ONUST et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

État 5 Taux de change opérationnels de l'ONU par rapport au dollar des États-Unis, pour 2013

Lieu d'affectation/ bureau (monnaie)	Estimations fournies dans le premier rapport sur l'exécution du budget- programme			Présent rapport		Écart (pourcentage)		Taux de change effectifs										Projections	
	Crédits révisés	2011 ^a	2012 ^b	2013 ^c	2012 ^d	2013 ^e	2012	2013	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.
Vienne (euro)	0,753	0,779	0,779	0,778	0,755	(0,130)	(3,080)	0,754	0,737	0,764	0,783	0,764	0,767	0,767	0,754	0,755	0,737	0,737	0,737
Santiago (peso chilien)	509,417	484,167	484,167	485,333	490,417	0,240	1,290	470,000	471,000	473,000	472,000	471,000	491,000	503,000	513,000	512,000	503,000	503,000	503,000
Addis-Abeba (birr éthiopien)	16,380	17,629	17,960	17,643	18,528	0,080	3,160	18,110	18,250	18,330	18,110	18,470	18,540	18,640	18,700	18,750	18,810	18,810	18,810
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupie)	45,835	53,108	53,108	53,318	58,490	0,400	10,130	54,930	53,310	53,880	54,370	54,240	56,380	60,200	60,480	66,590	62,500	62,500	62,500
Beyrouth (livre libanaise)	1500,417	1 500,917	1 501,000	1 501,833	1 509,667	0,060	0,580	1 499,000	1 501,000	1 502,000	1 513,000	1 512,000	1 513,000	1 513,000	1 511,000	1 513,000	1 513,000	1 513,000	1 513,000
Gaza (nouveau shekel) ^f	3,745	3,856	3,914	3,844	3,631	(0,310)	(7,230)	3,722	3,725	3,725	3,646	3,580	3,682	3,623	3,571	3,627	3,556	3,556	3,556
Nairobi (shilling kényan)	80,950	84,337	85,000	84,433	86,230	0,110	1,450	85,900	87,500	86,210	85,550	83,850	85,050	86,000	87,250	87,650	86,600	86,600	86,600
Mexico (peso mexicain)	12,860	13,224	13,224	13,224	12,847	–	(2,850)	12,810	12,750	12,860	12,390	12,110	12,780	13,000	12,750	13,320	13,130	13,130	13,130
La Haye (euro)	0,753	0,779	0,779	0,778	0,755	(0,130)	(3,080)	0,754	0,737	0,764	0,783	0,764	0,767	0,767	0,754	0,755	0,737	0,737	0,737
Bangkok (baht thaïlandais)	32,050	31,175	31,175	31,137	30,613	(0,120)	(1,800)	30,640	29,740	29,840	29,300	29,290	30,190	31,100	31,270	32,170	31,270	31,270	31,270
Port of Spain (dollar de la Trinité-et-Tobago)	6,282	6,323	6,323	6,348	6,366	0,400	0,680	6,370	6,400	6,370	6,290	6,370	6,370	6,370	6,370	6,370	6,370	6,370	6,370
Genève (franc suisse)	1,046	0,938	0,939	0,936	0,926	(0,210)	(1,380)	0,911	0,914	0,930	0,954	0,938	0,956	0,945	0,930	0,930	0,903	0,903	0,903

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'état 5)

- ^a Pour 2013, les prévisions de dépenses au titre des postes ont été comptabilisées d'avance; le montant révisé des crédits correspondants pour 2013 a donc été calculé à partir du taux approuvé pour 2010-2011.
- ^b Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'à fin octobre 2012 et, pour novembre et décembre, projection des taux d'octobre 2012.
- ^c Taux prévu au budget pour les dépenses autres que pour les postes uniquement. Moyenne des taux effectifs de janvier à octobre 2012 et projection des taux d'octobre pour novembre et décembre (sauf pour Addis-Abeba, Nairobi et Mexico, où on a retenu les taux effectifs d'octobre 2012).
- ^d Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU en 2012.
- ^e Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU : taux effectifs jusqu'en octobre 2013 et, pour novembre et décembre, projection des taux d'octobre 2013.
- ^f Y compris l'ONUST et l'UNRWA.

État 6

Coefficients d'ajustement (indemnité de poste) applicables à la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en 2013

Lieu d'affectation/bureau	Estimations fournies dans le premier rapport sur l'exécution du budget- programme			Présent rapport		Coefficients mensuels effectifs										Projections		
	Crédits révisés	2011 ^a	2012 ^b	2013 ^c	2012 ^d	2013 ^e	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	58,7	53,8	57,8	54,0	2013 ^e	59,6	62,9	57,7	54,3	61,8	61,2	61,2	63,7	63,5	67,1	67,1	67,1	67,1
Santiago	47,3	53,7	55,7	53,0	62,3	48,4	48,4	48,7	48,7	48,7	48,7	44,8	44,8	44,8	44,8	44,8	44,8	44,8
Addis-Abeba	44,9	46,3	49,2	46,4	46,7	46,4	46,4	45,9	45,9	45,9	45,9	45,2	45,2	45,2	45,2	44,7	44,7	44,7
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	41,3	37,5	42,8	38,5	45,6	38,9	38,9	41,0	41,0	41,0	41,0	36,1	36,1	36,1	36,1	35,2	35,2	35,2
Beyrouth	48,8	55,5	55,3	55,5	38,1	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,4	55,4	55,4	55,4	55,4	55,4	55,4
Gaza ^e	49,3	54,0	52,5	54,3	55,5	54,4	54,4	56,3	56,3	56,3	56,3	58,4	58,4	60,3	60,3	62,1	62,1	62,1
Nairobi	44,9	42,3	43,0	42,2	58,0	43,1	43,1	42,4	42,4	42,4	42,4	42,5	42,5	42,5	42,5	42,5	42,5	42,5
Mexico	42,2	43,9	48,3	45,1	42,6	49,4	49,4	50,2	50,2	50,2	50,2	51,6	51,6	51,6	51,6	51,5	51,5	51,5
La Haye	52,0	49,6	52,1	49,8	50,8	55,5	58,7	53,7	50,3	53,7	53,1	53,1	55,5	55,3	58,7	58,7	58,7	58,7
Bangkok	42,9	48,3	50,2	48,7	55,4	50,5	50,5	50,9	51,1	51,1	51,0	48,5	48,5	48,5	48,5	48,3	48,3	48,3
Port of Spain	53,4	51,4	51,5	51,4	49,6	51,4	51,4	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5	51,5
New York	63,5	65,5	68,8	65,5	51,5	65,5	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7	68,7
Services de sécurité des bureaux extérieurs	38,7	52,0	55,5	52,0	68,4	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3	54,3
Genève	81,7	97,5	97,5	97,9	54,3	103,3	102,6	99,4	94,8	97,8	94,4	96,5	99,4	99,4	104,9	104,9	104,9	104,9
Centres d'information des Nations Unies	42,3	53,2	56,7	53,2	100,2	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5	55,5

^a Pour 2013, les prévisions de dépenses au titre des postes ont été comptabilisées d'avance; le montant révisé des crédits correspondants pour 2013 a donc été calculé à partir du taux approuvé pour 2010-2011.

^b Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à fin octobre 2012 et, pour novembre et décembre, projections.

^c Détermination anticipée des taux.

^d Moyenne des coefficients d'ajustement.

^e Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'à fin octobre 2013 et, pour novembre et décembre, projections.

^f Y compris l'ONUST et l'UNRWA.

État 7
**Évolution des traitements des agents des services généraux
 en monnaie locale en 2012-2013**

(En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Crédits révisés</i>	<i>Estimations fournies dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme</i>			<i>Présent rapport</i>	
		<i>2011^a</i>	<i>2012</i>	<i>2013^b</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>
Vienne	1,9	2,3	2,3	2,9	2,5	
Santiago	3,5	–	2,6	–	–	
Addis-Abeba	11,0	21,7	10,8	21,7	22,1	
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	6,4	3,2	8,4	6,3	3,0	
Beyrouth	3,2	6,8	2,2	6,8	1,3	
Gaza/UNRWA/ONUST	2,4	1,5	1,8	2,7	1,1	
Nairobi	5,4	4,4	5,6	5,5	5,5	
Mexico	4,0	3,6	4,0	4,3	1,9	
La Haye	1,0	0,9	2,0	1,0	0,4	
Bangkok	2,0	–	3,5	–	–	
Port of Spain	5,9	5,0	2,7	6,5	6,7	
New York	1,0	2,2	2,4	2,2	2,2	
Services de sécurité des bureaux extérieurs	1,0	2,2	2,4	2,2	2,2	
Genève	0,8	0,2	–	0,2	–	
Centres d'information des Nations Unies	1,0	2,2	2,4	2,2	2,2	

^a Pour 2013, les prévisions de dépenses au titre des postes ont été comptabilisées d'avance; le montant révisé des crédits correspondants pour 2013 a donc été calculé à partir du taux approuvé pour 2010-2011.

^b Détermination anticipée des taux.

État 8

Taux moyen de vacance de postes, par chapitre budgétaire : 2010-2013

(En pourcentage)

Chapitre	2010		2011		2012		2013 ^a	
	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux	Adminis- trateurs	Services généraux
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	9,2	4,5	4,6	4,2	7,4	5,4	6,9	4,5
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	6,1	3,3	5,7	5,9	6,2	6,1	7,0	6,5
3. Affaires politiques	9,1	7,5	5,2	4,6	5,7	2,4	6,8	3,3
4. Désarmement	7,1	–	3,2	–	3,6	4,0	3,1	2,3
5. Opérations de maintien de la paix	13,1	11,5	12,8	13,4	10,0	11,0	10,4	10,9
6. Utilisations pacifiques de l'espace	–	–	0,9	–	5,3	–	7,5	–
7. Cour internationale de Justice	13,8	3,5	1,7	2,6	1,6	3,1	1,4	2,2
8. Affaires juridiques	4	3,1	3,7	1,7	6,7	2,9	7,5	2,9
9. Affaires économiques et sociales	10,4	4,6	5,2	5,0	8,9	10,0	11,1	9,5
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	17,8	–	18,4	4,2	14,9	10,4	12,2	6,0
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	26	2,5	21,0	0,8	15,7	3,3	15,8	3,3
12. Commerce et développement	3,0	2,3	3,6	2,3	10,4	7,9	10,6	8,5
14. Environnement	0,8	–	0,5	–	0,3	–	1,2	–
15. Établissements humains	0,7	–	–	–	8,2	–	13,4	0,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	0,8	–	0,2	–	6,0	–	5,4	–
17. ONU-Femmes	–	–	17,2	32,2	6,8	26,1	7,8	24,8
18. Développement économique et social en Afrique	21,0	12,7	18,1	12,0	14,5	8,0	17,2	8,9
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	12,1	5,1	11,2	2,7	12,0	3,6	11,2	5,1
20. Développement économique en Europe	6,9	1,8	5,9	2,2	6,5	5,8	6,4	4,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	6,5	1,1	4,6	1,2	7,3	5,0	7,8	3,6
22. Développement économique et social en Asie occidentale	18,2	0,8	10,2	1,0	18,0	5,2	13,6	4,9
24. Droits de l'homme	8,5	1,8	5,6	2,8	8,1	5,4	7,1	5,4
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	–	–	–	–	–	–	–	–
26. Réfugiés de Palestine	4,3	7,6	1,2	4,6	5,7	8,3	4,1	6,5
27. Aide humanitaire	2,2	–	2,1	–	5,3	0,5	7,4	1,1
28. Information	4,7	4,5	3,4	4,3	9,2	5,8	8,2	6,4
29. Gestion et services centraux d'appui	3,5	0,4	3,1	1,7	7,2	4,4	7,2	4,8
31. Contrôle interne	20,8	8,3	12,6	6,6	11,2	6,3	13,0	7,7

<i>Chapitre</i>	<i>2010</i>		<i>2011</i>		<i>2012</i>		<i>2013^a</i>	
	<i>Adminis- trateurs</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Adminis- trateurs</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Adminis- trateurs</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Adminis- trateurs</i>	<i>Services généraux</i>
35. Sûreté et sécurité	19,2	4,4	11,5	4,1	15,1	4,1	16,9	3,7
Total								

^a Les taux de vacance au 30 septembre 2013 ont été retenus aux fins de l'analyse globale de la période de 21 mois.